



PRÉFET DE LA SEINE- MARITIME

Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 13 avril 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Économie et vie des entreprises

- « Des bénéfices concrets économiques, humains et stratégiques » avec les masterclasses RSE de la CCI, à Dieppe - Paris Normandie
- Paroles d'entreprises dieppoises. La RSE, on y croit - « C'est un sujet d'actualité et d'avenir » - Paris Normandie
- Port-Jérôme. La raffinerie North Atlantic redémarre : du bruit et des torchères possibles – Tendances Ouest

Social et société

- Fécamp. Flambée du gazole - la Criée Côte d'Albâtre et CAP 76 mobilisés en soutien aux pêcheurs - Paris Normandie
- « Pour l'instant, on a été gentil... » - au Havre, la flambée du gazole met les pêcheurs dans le rouge, la tension monte - Le Parisien
- « En ce moment, je préfère opter pour des vêtements d'enfant d'occasion » - à la foire à tout de la Mailleraye-sur-Seine, inflation et pouvoir d'achat en baisse riment avec fréquentation record – France 3
- Seine-Maritime. Prix du carburant en hausse - comment les entreprises font face ? – Tendances Ouest
- Crise de l'énergie. Pour les ambulances tréportaises et eudoises - « J'ai du mal à dormir en ce moment » - 76 actu

Sécurité

- Cinq personnes blessées dans deux carambolages sur la Sud 3 au Grand-Quevilly - Paris Normandie
- Une centaine d'enfants évacués d'une école de Fécamp à cause d'une odeur de gaz - ICI
- Un incendie dans un immeuble, rue Lafayette, à Rouen, fait un blessé - Paris Normandie
- Cambriolages en Normandie. Ce jour précis où vous risquez le plus d'être ciblé selon les chiffres - Tendances Ouest

Collectivités territoriales

- Virginie Lutrot largement reconduite à la tête de Caux Seine agglo - Paris Normandie

Travaux et aménagements

- La construction du contournement est de Rouen remise en cause conforte les opposants - Paris Normandie
- Saint-Eustache-la-Forêt - des travaux pour prévenir les inondations et renforcer les bassins de rétention - Paris Normandie

- Petit-Couronne - la Sud III va être fermée quatre nuits pour des travaux d'entretien - Paris Normandie
- De la mérule découverte sur le chantier de restauration de la synagogue d'Elbeuf, le traitement va coûter 300.000 euros - ICI

Logement

- Deux immeubles mitoyens de 15 étages privés d'ascenseurs - un calvaire pour les habitants – France 3 Normandie

Santé

- La ministre de la Santé annonce l'augmentation des astreintes des médecins universitaires - Paris Normandie
- Unique en Normandie. Le Groupe hospitalier du Havre innove avec la prothèse totale de cheville - Paris Normandie
- Rouen - l'orthodontiste poursuivie pour escroquerie radiée définitivement par l'Ordre des chirurgiens-dentistes – ICI
- Les moules ne peuvent plus être ramassées sur cette plage près de Dieppe - la restriction levée – 76 actu

Éducation

- Rentrée scolaire 2026 - la carte scolaire dévoilée, plusieurs écoles vont fermer en Seine-Maritime – ICI
- « Notre école c'est le poumon, le centre du village » - Berville-sur-Seine se bat pour conserver sa classe de maternelle – France 3
- Seine-Maritime. Carte scolaire - combien de classes doivent fermer et ouvrir dans le département ? – Tendances Ouest
- [Vidéos] Lillebonne. "On a gagné !" - la classe menacée finalement sauvée après la mobilisation – Le courrier cauchois
- Carte scolaire 2026-2027 en Seine-Maritime. La classe de Berville-sur-Seine finalement sauvée – Le courrier cauchois

Éolien

- Les premières éoliennes vont arriver au large de Dieppe au mois de mai – ICI
- Environnement. « Il ne faut pas se fier à l'argent promis » - pourquoi le projet d'éoliennes divise dans le pays de Caux ? – Le courrier cauchois

Justice

- Incendie du Moulin Rose, mythique et plus vieux dancing de France - le commanditaire présumé mis en examen - Le Parisien
- À Bolbec, le parquet du Havre ouvre une enquête sur les publications racistes d'un candidat RN à l'élection municipale - Le Poulpe
- Trois Britanniques soupçonnés d'être des passeurs jugés lundi en Normandie – BFM TV
- Trois passeurs britanniques interpellés en flagrant délit à Saint-Valéry-en-Caux – ICI
- Justice - trois passeurs britanniques présumés interpellés à Saint-Valéry-en-Caux et jugés ce lundi 13 avril à Rouen – France 3
- Pollution dans la Saône, près de Dieppe - les prévenus relaxés, 3 000 € pour le préjudice écologique - Paris Normandie

- Tombé de l'échafaudage, le maçon est resté handicapé - la décision du tribunal - Paris Normandie

« Des bénéfices concrets économiques, humains et stratégiques » avec les masterclasses RSE de la CCI, à Dieppe

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

7-9 minutes

Rolande-Nancy Konan, conseillère « Développement durable » au sein du pôle Performance de la Chambre de commerce et d'industrie Rouen Métropole, orchestre les démarches de formation à la Responsabilité sociétale des entreprises. Point d'étape.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 11 Avril 2026 à 12h03 Temps de lecture: 2 min

En quoi consiste la Responsabilité sociétale des entreprises ?

Rolande-Nancy Konan : « La Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) correspond à la manière dont une entreprise intègre les enjeux environnementaux, sociaux et économiques dans ses activités, sa stratégie et ses relations avec ses parties prenantes (salariés, clients, fournisseurs, territoire). L'objectif est de concilier performance économique, réduction des impacts et création de valeur durable. »

Comment promouvoir la RSE auprès des entreprises ?

« Sur le territoire, [la RSE est présentée de façon très opérationnelle](#), à travers des réunions d'information, des ateliers, des formations et des

accompagnements individualisés. Elle est souvent abordée via des sujets concrets et prioritaires pour les entreprises : énergie, déchets, mobilité, achats responsables, conditions de travail, attractivité RH, ou encore réponses aux exigences des clients et donneurs d'ordre. »

Combien d'entreprises du bassin d'emploi se sont déjà engagées dans la RSE ?

« Il est difficile de donner un chiffre exact, car l'engagement RSE peut prendre des formes très variées (actions ponctuelles, démarche structurée, labellisation, notation, bilan carbone, etc.) et n'est pas toujours formalisé ni déclaré. En revanche, on observe une nette accélération ces dernières années, avec de plus en plus d'entreprises qui passent d'actions isolées à une démarche plus structurée, notamment sous l'effet des attentes clients, des évolutions réglementaires et des enjeux RH.

Les entreprises de [la zone d'activité de Rouxmesnil-Bouteilles](#) sont particulièrement intéressées par le sujet et plusieurs d'entre elles ont déjà engagé des actions concrètes. Par ailleurs, avec [l'arrivée de l'EPR de Penly](#), de nombreuses entreprises dieppoises souhaitant se positionner sur les marchés associés ont entrepris des efforts à différents niveaux de maturité, afin de renforcer et structurer leur démarche RSE. Depuis 2022, plusieurs entreprises du territoire participent également à nos formations « Masterclass RSE », ce qui leur permet de mieux maîtriser le sujet et de déployer progressivement une démarche RSE, parfois complétée ensuite par un accompagnement plus approfondi. »

Pouvez-vous donner quelques exemples de mises en œuvre ?

« Sans citer d'entreprise nominativement, on retrouve fréquemment [des démarches RSE très concrètes, qui s'ancrent dans le quotidien des entreprises](#) et répondent à leurs enjeux opérationnels. Plusieurs commencent par exemple par le calcul de leur empreinte carbone, puis mettent en place un plan d'actions associé pour réduire progressivement leurs émissions ; sur le territoire, cette dynamique est notamment soutenue par les bilans carbone simplifiés LISE (« Limitez vos Impacts et Suivez vos Émissions ») proposés et pris en charge par la CCI. Dans cette continuité, on observe également des actions visant à réduire les

consommations d'énergie, via des mesures de sobriété, des travaux d'amélioration, ou encore un meilleur pilotage des usages.

D'autres initiatives portent sur la réduction et la valorisation des déchets, avec du tri, du réemploi ou une optimisation des matières utilisées. La RSE se traduit aussi par des démarches liées aux ressources humaines, comme la formation, l'intégration, l'égalité professionnelle ou la prévention des risques, ainsi que par des actions en faveur de la qualité de vie au travail et de la sécurité, afin d'améliorer durablement les conditions de travail. Enfin, de plus en plus d'entreprises intègrent des critères RSE dans leurs achats et dans leur relation avec leurs fournisseurs, pour renforcer la cohérence de leur démarche sur l'ensemble de la chaîne de valeur. »

À plus ou moins long terme, quels sont les bénéfices concrets attendus de la RSE ?

« À court, moyen et long terme, la mise en œuvre d'une démarche RSE apporte des bénéfices concrets, à la fois économiques, humains et stratégiques. Elle permet tout d'abord de sécuriser les relations commerciales en répondant aux exigences croissantes des clients et des donneurs d'ordre, et facilite ainsi l'accès à certains marchés ou appels d'offres. Elle contribue également à renforcer l'image et la crédibilité de l'entreprise, en valorisant ses engagements et ses bonnes pratiques.

Sur le plan opérationnel, une démarche RSE bien structurée peut générer une réduction des coûts, notamment grâce à une meilleure maîtrise de l'énergie, des déchets et plus largement de l'utilisation des ressources. Par ailleurs, la RSE joue un rôle important en matière de ressources humaines, en améliorant l'attractivité de l'entreprise, en favorisant la fidélisation des salariés et en renforçant la qualité de vie au travail. Enfin, elle aide l'entreprise à anticiper les risques (réglementaires, climatiques ou liés à la chaîne d'approvisionnement) et à améliorer sa résilience, ce qui soutient durablement sa performance globale. »

Lire aussi





Football – N2 : en déplacement à Bourges, le FC Dieppe doit se contenter du nul



Fermetures de classes en Seine-Maritime : quels sont les secteurs les plus touchés à la rentrée 2026 ?



[Football – FC Dieppe : « Monsieur Coquelet m'a donné les pleins pouvoirs » affirme Stéphane Novick](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

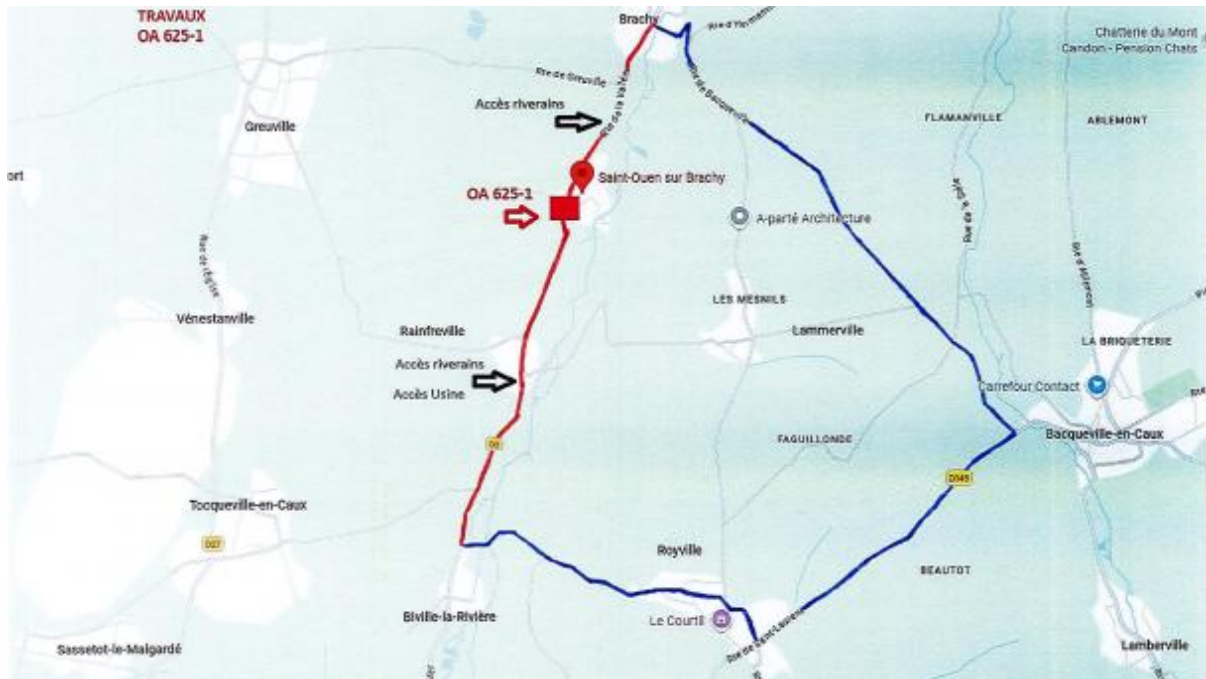
[Dieppe](#)



[Sur le territoire dieppois, les « Masterclasses RSE » de la CCI font le plein](#)



Paroles d'entreprises dieppoises. La RSE, on y croit : « C'est un sujet d'actualité et d'avenir »



Près de Dieppe, le pont de Saint-Ouen-sur-Brachy en travaux pour son étanchéité



Tombé de l'échafaudage, le maçon est resté handicapé : la décision du tribunal





[Météo. Quel temps pour cette première semaine de vacances en Seine-Maritime et dans l'Eure ?](#)



[Parc éolien Dieppe/Le Tréport : « Les premières turbines produiront de l'électricité début juin »](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Paroles d'entreprises dieppoises. La RSE, on y croit : « C'est un sujet d'actualité et d'avenir »

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

8–10 minutes

Ils travaillent dans un cabinet d'architectes, une société de transports ou une usine de fabrication de couettes et oreillers. Leur point commun : engager leur boîte dans des démarches de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Témoignages.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 12 Avril 2026 à 18h03 Temps de lecture: 2 min

La RSE (Responsabilité sociétale des entreprises), c'est la clé pour améliorer ses performances dans tous les domaines : marchés, environnement, bien-être au travail, « marque entreprise », attractivité... Par le biais de la formation en « Masterclasse RSE » proposée par la Chambre de commerce et d'industrie Rouen Métropole, une dizaine d'entreprises ont souhaité s'engager, en 2025.

1. Atelier Architecture A2B à Offranville : formaliser l'existant





Maxime Bresso est architecte à l'Atelier Architecture A2B d'Offranville. -
Photo Anne-Sophie Groué-Ruauudel/PN

L'[Atelier Architecture A2B](#), créé en 2008, dispose de deux sites, à Rouen et Offranville, pour une quinzaine d'employés et trois associés. Maxime Bresso, Dieppois de 25 ans, a fait un stage ici pendant ses études puis a été recruté. *« Je travaille plutôt sur les maisons individuelles, les équipements de santé et sportifs. »* C'est lui qui a été choisi pour *« assister à la Masterclasse RSE de la CCI, toutes les deux semaines entre octobre et décembre : dans les appels d'offres publics, il faut montrer ce que l'on fait en termes de RSE car ça rapporte des points ! »* Cet engagement représente, en tant que référent, *« 10 % de mon temps de travail. C'est un sujet d'actualité et d'avenir »*.

La formation lui permet de s'aviser que *« l'on faisait de la RSE avant sans le formuler : flexibilité des agendas, matériel informatique récent, sponsoring de clubs sportifs, adhésion à des grappes d'entreprises, intégration de matériaux biosourcés dans les projets... »* Et puis *« tous les jours, on fait une pause de 10 minutes tous ensemble pour discuter d'autre chose que le boulot »* et ça aussi, c'est de la RSE. Côté formation, après l'intervention magistrale de chaque expert (*« Un différent à chaque séance »*) et un atelier pratique, *« on échangeait entre entreprises d'activités et de tailles différentes »*.

Bien-être du salarié, développement durable, mais aussi *« comment intégrer ces sujets dans une charte RSE et comment communiquer »* : voilà ce sur quoi Maxime Bresso a planché pour mettre au point une charte RSE de son entreprise, glissée dans les appels d'offres depuis le 1er

janvier dernier. Un document qu'il a organisé « *en trois axes : ancrage territorial (sponsoring, adhésion à des associations d'entreprises, accueil d'alternants), bien-être des salariés (temps collectif, formations) et comportements écoresponsables (économies d'énergie et des ressources, sobriété numérique, formation aux matériaux biosourcés).* » Engagements, plan d'actions, suivi avec la CCI : « *C'est en cours.* » À la clé, dans l'idéal : une labellisation Afnor, une communication améliorée... et des arguments supplémentaires pour les clients !

2. Cars Denis à Rouxmesnil-Bouteilles : préparer l'avenir d'une activité contrainte



Thomas Docquier, encore étudiant, est le référent RSE de son entreprise familiale des Cars Denis, dont il est appelé à prendre la tête après son père. - Photo Anne-Sophie Groué-Ruaudel/PN

Thomas Docquier, 24 ans et en 2^e année de master, représente la 4^e génération familiale des [Cars Denis](#). Il incarne l'avenir de l'entreprise, dont il est le référent RSE. « *Mon père est le premier à accorder de l'importance à la RSE, et il a voulu que quelqu'un structure la démarche. J'ai rejoint l'entreprise en début d'année et j'y consacre environ 30 % de mon temps.* » Participant à la Masterclasse de la CCI, il planche sur un plan d'actions 2026 autour de trois thématiques : « *Environnement, aspect social et gouvernance.* »

Pour lui aussi, il a d'abord été question de récapituler « *tout ce qui existait*

déjà : renouvellement des cars tous les deux ou trois ans, équipement en dispositif AD blue (filtre pour les émissions), formations en écoconduite, carburant alternatif ponctuel, véhicules de service électriques, récupération des eaux de pluie pour laver les véhicules, recyclage des filtres et batteries, sponsoring de clubs sportifs... »

La « *feuille de route* » élaborée par Thomas Docquier reprend ces éléments, avec en outre « *la sensibilisation au recyclage des déchets* », un bilan carbone très affiné, un travail avec « *un référent biodiversité* », « *la formalisation de l'égalité homme/femme et l'inclusion* », une « *veille réglementaire* », etc. Il accompagnera ces actions « *de la mise en place d'indicateurs* » et de la révision « *des objectifs chaque année* » ; ce qui devrait amener « *des points dans les appels d'offres* ». Cet automne, les Cars Denis fêteront leurs 100 ans : un événement important pour les 80 salariés, déjà inclus dans les actions RSE à venir.

3. PGE à Varneville-Bretteville : un nouveau bâtiment pour éviter les allers-retours



Manon Féron, directrice de PGE, et son père Alain Comalada, toujours à la tête de la société familiale. - Photo Anne-Sophie Groué-Ruaudel/PN

Manon Féron, directrice générale de [l'entreprise familiale PGE qui fabrique couettes et oreillers](#) depuis plusieurs générations, explique :
« *Nous louons un entrepôt à l'entrée de Dieppe, pour notre logistique. Mais nous souhaitons réduire notre impact carbone et pouvoir disposer*

de notre matière première directement sur site. » Sans compter que « la démarche RSE nous dictait d'éviter les navettes entre Dieppe et l'usine ».

Ainsi, le terrain vague de 2 hectares attenant au site de l'entreprise, acheté *ad hoc* il y a 15 ans et laissé en friche jusqu'alors, a permis dans un premier temps « *à un agriculteur de faire du foin et d'installer six ruches. La première récolte, l'été dernier avec 30 kilos de miel, a été distribuée aux salariés* ». Dans un second temps, le terrain verra donc la construction d'un bâtiment logistique, lequel sera à terme recouvert de panneaux photovoltaïques.

Ce n'est pas tout : PGE s'est aussi doté d'une machine qui met la production en carton plus vertueuse, de véhicules de service hybrides et va isoler son siège social avec son propre produit d'isolation « *sur 800 m²* ». Chez PGE, « *trois personnes s'occupent des problématiques RSE* ».

Lire aussi



[Football – N2 : en déplacement à Bourges, le FC Dieppe doit se contenter du nul](#)



Port-Jérôme. La raffinerie North Atlantic redémarre : du bruit et des torchères possibles

Célia Caradec

~2 minutes

Des épisodes intermittents de torchères pourront être observés, ces prochains jours, sur la raffinerie North Atlantic de Gravenchon, à Port-Jérôme-sur-Seine. Ils pourraient être accompagnés d'un bruit *"ponctuellement supérieur à la normale"*, prévient l'industriel dans un communiqué.

Jusqu'à 1 200 personnes par jour

Ces nuisances sont liées aux phases préliminaires de redémarrage de certaines unités, qui sont progressivement remises en service depuis le samedi 11 avril. [Elles avaient été arrêtées début mars](#), dans le cadre d'un vaste arrêt de maintenance planifié sur une partie des installations de la raffinerie.

Au plus fort de l'activité, ce grand arrêt a mobilisé jusqu'à 1 200 personnes par jour, issues de North Atlantic ou d'entreprises extérieures. *"Environ 450 000 heures de travail ont été effectuées"*, précise North Atlantic Raffinage. Elles ont permis de réaliser *"des travaux d'inspection et de maintenance sur des équipements fonctionnant habituellement en continu"*.

Moins d'émissions de CO₂

Cet arrêt a également permis de *"renforcer l'efficacité énergétique et la compétitivité du site"*, par le biais notamment de dispositifs de

récupération de la chaleur fatale, l'énergie thermique générée par les installations, et par "*l'amélioration de l'intégration thermique de certaines unités*". Avec ces améliorations, l'industriel espère réduire de 10 000 tonnes par an ses émissions de CO₂.

La phase de redémarrage est estimée à environ une semaine. North Atlantic rappelle que "*les torchères constituent un dispositif essentiel du système de sécurité de la raffinerie*".

La raffinerie de Gravenchon représente à elle seule plus de 21% de la capacité de raffinage, en France.

Fécamp. Flambée du gazole : la Criée Côte d'Albâtre et CAP 76 mobilisés en soutien aux pêcheurs

Paris Normandie

4-5 minutes

La flambée du prix du gazole, liée aux tensions au Moyen-Orient, fragilise la pêche. La Criée Côte d'Albâtre et CAP 76 annoncent des mesures pour limiter l'impact et sécuriser l'approvisionnement des ports.



La Criée Côte d'Albâtre et Côte d'Albâtre Pêche 76 (CAP 76) veulent montrer leur « solidarité » aux pêcheurs. - Matthias Chaventré/Paris Normandie

Publié: 11 Avril 2026 à 10h32 Temps de lecture: 1 min

La hausse du prix du gazole, liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, pèse lourdement sur l'activité des professionnels de la pêche.

Face à cette situation, la [Criée Côte d'Albâtre et Côte d'Albâtre Pêche 76](#) (CAP 76) affichent leur « *solidarité* ». L'approvisionnement en carburant des ports du Havre, de Fécamp et du Tréport repose sur une organisation coordonnée entre les deux structures. Selon elles, cela permet de « *négocier collectivement auprès des fournisseurs les meilleures conditions tarifaires à chaque opération d'avitaillement des cuves* » et de maintenir des prix comparables entre les trois ports.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Un dialogue continu avec les fournisseurs »

« *La Criée Côte d'Albâtre et CAP 76 ont consenti un effort significatif sur leurs marges, ajoutent-elles. Afin de répercuter le moins possible la hausse des coûts sur les professionnels. Nous savons que ce geste ne compense qu'en partie l'augmentation des prix, mais il témoigne de notre engagement et de notre solidarité aux côtés des professionnels.* » Les deux entités mentionnent « *maintenir un dialogue continu avec les fournisseurs pour sécuriser l'approvisionnement en gazole sur les trois sites portuaires* ». Il s'agit là pour elles d'« *une priorité absolue* ».

Lire aussi



« Pour l'instant, on a été gentil... » : au Havre, la flambée du gazole met les pêcheurs dans le rouge, la tension monte

Laurent Derouet

4–5 minutes

[Sur le marché aux poissons du Havre \(Seine-Maritime\)](#), malgré la grève illimitée décidée en début de semaine par la trentaine de pêcheurs locaux pour protester contre le prix prohibitif du gazole, une bonne moitié des étals est tout de même occupée en ce vendredi 10 avril au matin. Saint-Jacques, bulots, étrilles et quelques poissons constituent la pêche du jour. Venu sans idée arrêtée, Michel est d'ailleurs un peu surpris par l'offre proposée. « Je pensais ne pas trouver grand-chose avec la grève. Mais je vais faire quelques courses. Ne serait-ce que par solidarité avec eux... Nous avons la chance de les avoir, d'avoir des produits de la mer généralement abordables. Il faut les soutenir », assure le retraité de la fonction publique.

« Si on sort, on en est de notre poche... »

« Certains bateaux sont quand même sortis en mer avec leur fond de cuve pour faire rentrer un peu de trésorerie. Mais ils ne vont pas refaire le plein », explique l'un des vendeurs. Ce vendredi, il en coûte 1,37 euros par litre de gazole pour remplir les cuves des chalutiers. « C'était entre 0,70 et 0,80 euros au début de la campagne de la Saint-Jacques en octobre/novembre. Ça a presque doublé », constate Lucas Florian, patron-pêcheur à bord du « Hak-Mousse », conscient que cette hausse ne peut pas se répercuter intégralement sur le consommateur. « Sinon, il

n'achète plus. Pour tout le monde, les fins de mois sont dures ! »

Lui doit gérer une casse moteur, mais dans tous les cas, il ne serait pas sorti. « On consomme environ 1 000 litres pour 24 heures de pêche, soit entre 4 000 et 5 000 euros par semaine. Sans compter les frais comme les jeux de couteaux que l'on doit changer en principe toutes les 24 heures. Ça tourne autour des 300 euros. En gros, si on sort, même avec la fin de la saison de la Saint-Jacques qui reste un produit intéressant, on en est de notre poche... »



Ce vendredi 10 avril, il en coûte 1,37 euros par litre de gazole pour remplir les cuves des chalutiers. C'était entre 0,70 et 0,80 euros au début de la campagne de la Saint-Jacques en octobre/novembre./LP/Laurent Derouet

Comme lui, Rémi Cabillic, second à bord d'un des trois navires de l'armateur havrais Pierre Becquet, ne voit pas le bout du tunnel. « Il faudrait que le litre redescende sous la barre de 1 euro au minimum. Et encore... Un prix comme ça, ça n'est jamais arrivé. Aujourd'hui, on va en mer à 3 marins au lieu de 4, on rogne sur tout et les conditions de travail se dégradent d'autant. On ne va quand même pas pousser du caillou pendant deux jours pour sortir un salaire de 50 euros à la fin ! » Croit-il que les annonces de cessez-le-feu du côté de l'Iran puissent inverser la tendance ? « Quand la guerre a commencé, les prix ont flambé tout de suite. Là, on ne voit rien venir », constate-t-il.

Comme ses collègues, il espère sans trop y croire un geste du gouvernement supérieur à l'aide des 20 centimes par litre de carburant annoncée fin mars et qui, dans les faits, n'est pas encore effective selon Dimitri Rogoff, le patron du comité régional des pêches de Normandie. Ce dernier craint d'ailleurs que le climat ne se durcisse dans les prochains jours. « Nous sommes face à une crise pétrolière spéculative mondiale qui réclame une réponse collective qui dépasse le seul cadre de la pêche », analyse-t-il.

Lundi, une rencontre doit se tenir avec les représentants des pêcheurs havrais et le maire Edouard Philippe pour que l'ancien Premier ministre puisse faire remonter les revendications de la filière au plus haut sommet de l'état. « Mais tout le monde est déjà au courant de la situation », s'agace Rémi Cabillic. « Pour l'instant, on a été gentil. Nous avons manifesté dans le calme. Mais on sent que tout le monde est tendu... »

Un blocage du port havrais est dans les tuyaux avec, pourquoi pas, le concours d'autres bateaux venus d'autres ports normands. Seule certitude, le poisson devrait se faire rare dans les jours à venir sur les étals havrais.

"En ce moment, je préfère opter pour des vêtements d'enfant d'occasion" : à la foire à tout de la Mailleraye-s

Clé Arouche, Stéphane Gerain

4-5 minutes

C'est l'un des premiers vide-greniers du printemps. En Seine-Maritime, à la Mailleraye-sur-Seine, les acheteurs se ruent sur les articles de puériculture de seconde main. De quoi reconstituer une garde-robe pour l'été à moindre coût.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Dans le centre-ville et sur les bords de Seine, les vendeurs ont envahi la Mailleraye-sur-Seine ce dimanche 12 avril. L'occasion de faire du propre dans les affaires qui ne servent plus à la maison.

Parmi les exposants, Laetitia veut se libérer de vêtements pour bébés et jeunes enfants, elle les vend un euro pièce. Bien loin des prix du neuf. Et ce n'est pas la seule. Un peu plus loin, Eva propose la même chose à petit prix également. *"À partir de cinq articles, on en offre un" précise la jeune femme. "Et ça part plutôt bien. Je fais cette foire à tout depuis quatre ans. Cette année, il y a beaucoup plus d'acheteurs, sans doute à*

cause de l'inflation" estime-t-elle.

[La foire à tout de la Mailleraye-sur-Seine a trouvé son public lors de cette édition 2026 • © FTV](#)

Sarah, la vingtaine, a elle aussi ses habitudes dans ce village de Seine-Maritime. En une demi-journée, elle a empoché 150 euros. L'an passé, à la même heure, elle n'avait rien vendu. Surtout, elle a remarqué une nouvelle clientèle. *"Nous voyons toutes les classes sociales. Même les plus aisées. Les années précédentes, c'était surtout les gens aux revenus modestes ou moyens."*

[Les vêtements pour enfants sont parmi les articles les plus prisés • © FTV](#)

Dans le commerce, les vêtements pour les tout petits représentent un gros budget. Alors Fanny est venue ici pour compléter le vestiaire de sa fille pour l'été. *"Ici, je peux trouver des pièces à moindre coût et en très bon état. Tout dépend du soin que les gens ont porté à leurs vêtements. Et aussi de la croissance de leurs enfants. Parfois, on achète des articles que les petits ne portent jamais car ils ont grandi plus vite que prévu."*

Mais pour certains clients, acheter lors d'une foire à tout plutôt qu'en boutique n'est pas un choix. C'est le cas d'Émilie, maman d'un bébé de 2 mois. Ses deux premiers enfants sont grands. Elle n'avait pas conservé leurs affaires car l'arrivée de ce troisième est une surprise.

Mais la jeune maman avoue faire très attention en ce moment. *"Très, très, très attention"* précise-t-elle, le sourire aux lèvres malgré tout. Elle qui réside en Ile-de-France profite d'une visite de sa famille dans la région pour arpenter les allées de la foire à tout de la Mailleraye-sur-Seine. *"Je fais profiter la petite avant moi. Je ne peux pas faire autrement en ce moment. J'achète en magasin le lait, les biberons. Mais pour les vêtements, je profite de ce qu'on me donne, des Restos du cœur et d'un événement comme celui-ci."*

[À la recherche de la bonne affaire • © FTV](#)

Depuis deux ans et selon plusieurs études, le marché de la seconde main connaît une croissance fulgurante. Une tendance qui ne semble pas près de s'arrêter. Selon une étude BCG-Vestiaire Collective, publiée en

octobre 2025, le marché de la mode et du luxe de seconde main va croître trois fois plus vite que les ventes commerciales des griffes à l'horizon 2030.

Seine-Maritime. Prix du carburant en hausse : comment les entreprises font face

Justine Carrère

5-6 minutes

Le prix du carburant ne cesse d'augmenter. La guerre au Moyen-Orient et le blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transitent environ 20% du pétrole mondial, provoquent depuis le 28 février une hausse significative des prix du carburant. Conséquence, plusieurs corps de métiers nécessitant un véhicule sont impactés à Rouen et dans l'agglomération comme les taxis, les ambulances et les transporteurs routiers.

"On fait preuve de résilience"

"On fait preuve de résilience et on attend de voir comment ça va évoluer", assure Christophe Ros, président des Taxis Jaunes Rouen métropole.

"Les plannings sont déjà prêts depuis longtemps, il faut continuer de travailler comme d'habitude", poursuit-il. Même si le prix du carburant augmente, les taxis ne peuvent pas toucher à leurs prix, ils sont fixés par la préfecture de Seine-Maritime, donc l'Etat. Une centaine de taxis circulent à Rouen et dans son agglomération. Ils disposent de deux tarifs en journée et deux autres la nuit. Malgré la complexité de la situation, "nous n'avons eu aucun retour de la préfecture d'autant que les prix pour les taxis viennent de changer au mois de janvier". Et comme ces prix restent inchangés, "c'est la marge des taxis qui diminue". Si la crise continue, il faudra "piocher dans la trésorerie pour ceux qui en ont, et pour ceux qui n'en ont pas, ce serait très préoccupant", indique Christophe Ros.

Cette incertitude plane aussi sur les ambulanciers. *"La situation est catastrophique"*, tranche Peggy Heurtaux, gérante de DDL Express ambulance Delobel, société de transports sanitaires située à Foucarmont, au nord de Rouen. *"La situation avant la crise sur le carburant était déjà tendue donc là, ça se tend de plus en plus"*, déplore la chef d'entreprise qui dispose de trois ambulances, trois véhicules sanitaires légers et un taxi. Même si, conformément à la demande de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), les patients sont regroupés en un seul véhicule quand cela est possible, *"à ce rythme-là, on ne va pas tenir longtemps"*, d'autant plus que le prix de ces services est encadré par la CPAM. Comme cette entreprise se situe en zone rurale, les véhicules doivent se rendre dans des hôpitaux spécifiques comme celui de Rouen *"qui est à 67km, celui d'Amiens, à 66km, celui d'Abbeville, à 48km et celui de Dieppe, à 42km"*. Le risque, *"c'est la défaillance des entreprises, ce qui veut dire des emplois en moins et un service à la population qui ne sera plus possible"*, regrette-t-elle.

"On optimise les transports"

Les sociétés de transport sont aussi touchées de plein fouet par la hausse du prix du carburant. *"Depuis le début de l'année, on a une hausse de 37% du gasoil. Ça nous impacte directement. Notre budget est d'environ 30 000 euros par mois"*, indique Emile Rousseau, gérant de Normandie transport assistance à Saint-Aubin-lès-Elbeuf. Cette société est spécialisée dans le transport d'engins dans les domaines du bâtiment, de l'agriculture et de l'industrie. Elle dispose d'une flotte de huit véhicules et compte sept salariés. Pour pallier la hausse des prix du carburant, *"on optimise les transports et on évite d'aller loin. Nos véhicules sont amenés à aller en Bretagne et à Paris mais en ce moment, on reste en Normandie"*, confie le chef d'entreprise. Aujourd'hui, *"on est dans une incertitude. On s'adapte, on n'a pas de visibilité sur ce qui va se passer, on fait au jour le jour"*, relate-t-il.

La situation internationale, toujours incertaine, ne permet pas d'imaginer une amélioration positive. Début avril, le litre de gasoil ou de sans-plomb dépassait partout les 2€.

L'augmentation du prix du carburant touche de nombreux secteurs d'activité comme les transporteurs routiers. Ceux qui sont membre de la Fédération nationale de transporteurs de Normandie peuvent bénéficier de leur aide.

Les transporteurs doivent aujourd'hui faire face à une hausse de *"28% du prix du carburant, c'est très significatif et ça impacte la trésorerie des entreprises"*, explique Samuel Neufville, délégué régional à la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) de Normandie. Cette fédération compte un peu plus de 200 adhérents sur les cinq départements normands et représente ses adhérents auprès des grandes instances, pouvoirs publics et collectivités.

Des dispositifs mis en place

Des dispositifs de reports de charges sociales ou d'étalements de paiement des dettes fiscales ont été annoncés par le gouvernement mais *"ça n'empêche qu'il faudra les régler un jour ou l'autre, ça ne fait que reporter le problème"*, précise Samuel Neufville. D'autres aides ont été annoncées à destination des entreprises fragiles mais ciblées *"donc pas pour tout le monde et en plus elles arrivent un peu tard"*, regrette-t-il. Le [gouvernement](#) a aussi mis en place les prêts de court terme exceptionnel par Bpifrance pour venir en appui à la trésorerie des TPE (entreprises de moins de 20 salariées), les plus exposées.

Crise de l'énergie. Pour les ambulances tréportaises et eudoises : « J'ai du mal à dormir en ce moment »

Lucas Farcy

3-4 minutes

Beaucoup de métiers sont durement touchés par la hausse des prix du carburant. C'est le cas des ambulanciers, comme l'explique Julien Boé, gérant d'ambulances au Tréport et Eu.

Sur le même thème

[Carburants](#)

[Guerre au Moyen-Orient](#)

[Villes Soeurs](#)

Article réservé aux abonnés



La hausse du prix du carburant impacte l'activité des ambulanciers.

Par [Lucas Farcy](#) Publié le 12 avr. 2026 à 8h46

Julien Boé est le gérant des **ambulances eudoises et tréportaises**. Son entreprise emploie 45 personnes **dans les [Villes Sœurs](#)** et avec des ambulances qui démarrent à 6 h du matin pour éteindre le moteur à 19 h le soir, « nous consommons au total 12 000 litres de carburant par jour ».

C'est donc avec beaucoup d'appréhension qu'il suit l'évolution des prix de l'essence, puisque cette dépense supplémentaire a un **impact impossible à répercuter** ailleurs : les remboursements et les tarifs des transports médicaux sont en effet décidés par l'assurance maladie. « On ne peut pas répercuter cette hausse sur les patients alors c'est directement notre trésorerie qui comble la hausse des prix ».

Julien Boé confie qu'il a « **un peu de mal à dormir en ce moment**. La hausse du prix du carburant est une grosse préoccupation, nous n'avons jamais vu des tarifs aussi élevés. C'est une catastrophe pour nous ».

Seul petit soulagement pour lui : avoir entamé une transition de sa flotte d'ambulances vers des véhicules qui roulent à l'électricité ou à l'éthanol. « Ça nous sauve un peu. 70 % de nos véhicules roulent à l'E85 couplé à de l'électricité, mais pour les grosses ambulances, ce n'est pas possible pour l'instant. Le diesel est recommandé par les constructeurs ».

D'autres leviers existent pour les ambulanciers, qui pratiquent désormais le transport partagé, pour deux ou trois personnes à la fois, un mode de transport encouragé par l'assurance maladie. « On espère un retour à la normale, parce qu'on fonce dans le mur, nous aussi, comme d'autres métiers ».

Julien Boé ajoute que de plus en plus, les ambulanciers « sont un acteur de l'accès aux soins, avec une population vieillissante et des centres de soin qui sont de plus en plus centralisés dans les grandes villes ». Un service indispensable donc, surtout en zone rurale.

Mercredi 8 avril, un appel à la grève était lancé au niveau national, dans un secteur qui connaît déjà des difficultés et pour qui la hausse du prix du carburant vient s'ajouter aux autres préoccupations.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori
avec [Mon Actu.](#)*

Cinq personnes blessées dans deux carambolages sur la Sud 3 au Grand-Quevilly

la rédaction

2-3 minutes

Deux carambolages se sont produits à quelques dizaines de minutes d'intervalle sur la Sud 3 dans l'après-midi du vendredi 10 avril 2026 à hauteur de Grand-Quevilly. Cinq personnes ont été blessées.



Par la rédaction

Publié: 10 Avril 2026 à 19h04 Temps de lecture: 1 min

Un accident de la circulation impliquant trois véhicules s'est produit sur la Sud 3 au niveau de Grand-Quevilly un peu après 17 heures vendredi 10 avril.

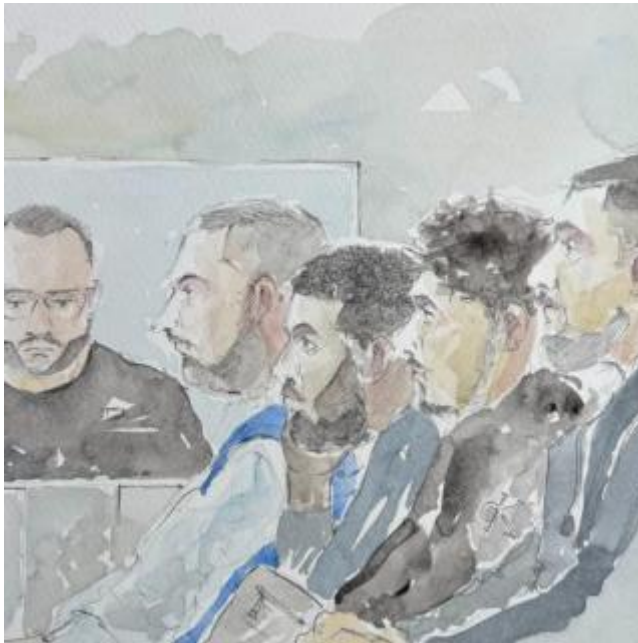
un autre carambolage à 200 m

À leur arrivée sur les lieux, au point kilométrique 6 dans le sens Rouen-Grand-Quevilly, les sapeurs-pompiers ont pris en charge six personnes, dont une était légèrement blessée. Un autre [carambolage](#) s'est produit pendant ce temps à 200 mètres de là, impliquant la encore trois voitures et sept personnes, dont quatre ont été légèrement blessées.

Cinq personnes en urgence relative

Au total, cinq victimes, en urgence relative, ont été transportées dans les centres hospitaliers de Petit-Quevilly et Rouen. La circulation a été fermée sur une voie, engendrant des bouchons.

Lire aussi



[Incendie criminel à La Vaupalière, près de Rouen : quatre ans de prison pour l'ancien propriétaire](#)



[Affaire de voyeurisme au Département de l'Eure : ce que l'on sait](#)





[À Rouen, le conseil de l'Ordre radie la chirurgienne orthodontiste poursuivie pour escroquerie](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Grand-Quevilly_\(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Une centaine d'enfants évacués d'une école de Fécamp à cause d'une odeur de gaz

Emmanuel Grabey

2-3 minutes

Publié le vendredi 10 avril 2026 à 12:22

L'école primaire La Providence de Fécamp a été évacuée préventivement vendredi 10 avril à cause d'une odeur de gaz. Le personnel a craint une fuite et a fait sortir la centaine d'enfants.

Une centaine d'enfants ont dû être évacués de l'école primaire La Providence de Fécamp, vendredi 10 avril 2026 au matin à cause d'une odeur de gaz, un peu avant 11 heures. Le personnel de l'établissement a pensé qu'il pouvait y avoir une fuite et a ordonné **l'évacuation préventive des élèves**.

Sept pompiers, accompagnés d'une équipe de GRDF, sont intervenus pour effectuer des mesures. Celles-ci ont permis d'établir qu'aucune fuite n'était en cours. Il s'agirait selon les pompiers de produits ménagers.

- [Gaz](#)
- [Secours – Pompiers](#)
- [GDF](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de

Un incendie dans un immeuble, rue Lafayette, à Rouen, fait un blessé

Paris Normandie

~1 minute

Une vingtaine de pompiers sont intervenus rue Lafayette, à Rouen, dimanche 12 avril, vers 21h pour des fumées sortant de la cave d'un immeuble R+3.

Des logements évacués

Sur place, les pompiers constatent un départ de feu dans une cave. ils ont combattu le [sinistre](#) au moyen d'une lance à incendie. Les logements ont été évacués le temps de l'intervention. Une personne a été légèrement blessée.

Évitez le secteur le temps de l'intervention.

Cambriolages en Normandie. Ce jour précis où vous risquez le plus d'être ciblé selon les chiffres

Mathilde Rabaud

~3 minutes

A l'approche des vacances, période propice aux absences, les inquiétudes remontent. Une analyse récente, basée sur des données collectées par une entreprise spécialisée dans la télésurveillance ([Verisure](#)), permet de mieux comprendre les tendances des [cambriolages](#)... notamment en Normandie.

Cambriolages en Normandie : quels jours sont les plus à risque ?

C'est un résultat qui peut surprendre : en Normandie, les tentatives [d'intrusion](#) sont plus fréquentes **le jeudi et le dimanche**.

Ces deux jours concentrent chacun 16,5% des déclenchements enregistrés dans la région. Une répartition qui tranche avec les idées reçues, souvent centrées sur les week-ends ou les départs en vacances.

A l'échelle nationale, la tendance est différente. Les [cambriolages](#) se produisent davantage le vendredi (15,3%), suivi du lundi (14,6%) et du samedi (14,3%).

- **A lire aussi.** [Cambriolages en Normandie : êtes-vous dans un département à risque ? Ce que révèlent les derniers chiffres](#)

Une région globalement stable face aux cambriolages

Malgré ces variations hebdomadaires, la Normandie reste relativement

stable. Elle représente **seulement 3,4%** des déclenchements recensés en 2025, un chiffre identique à celui de 2024.

Un niveau **bien inférieur** à certaines régions plus exposées comme l'Ile-de-France, qui concentre près d'un quart des cas. D'autres territoires, comme l'Occitanie ou la Bourgogne-Franche-Comté, affichent également des évolutions plus marquées.

Vacances et été : pourquoi ces périodes sont-elles critiques ?

Au-delà des jours de la semaine, certains mois ressortent nettement en Normandie. **Le mois d'août** arrive en tête avec 12,8% des déclenchements, soit une hausse de plus de 50% par rapport à un mois classique. Juin suit de près avec 12,3%, en progression de 47,6%.

Ces pics s'expliquent facilement : **les départs en vacances** laissent de nombreux logements inoccupés, offrant des opportunités aux cambrioleurs.

Cambriolage : des méthodes de plus en plus opportunistes

Les chiffres mettent en lumière une évolution des pratiques. Selon Verisure, les [intrusions](#) ne se limitent plus aux longues absences. Aujourd'hui, les cambrioleurs profitent aussi de moments du quotidien : une course rapide, une sortie scolaire ou une absence de quelques heures.

Les périodes nocturnes restent également privilégiées pour agir discrètement.

Virginie Lutrot largement reconduite à la tête de Caux Seine agglo

Coline Poiret-Mellier

5-7 minutes

Élue vendredi 10 avril 2026 lors du conseil communautaire à l'abbaye du Valasse, Virginie Lutrot entame un nouveau mandat à la tête de l'intercommunalité. Les vice-présidences ont été attribuées dans la foulée.



Sans surprise, la maire de Port-Jérôme-sur-Seine, Virginie Lutrot, a été réélue présidente de Caux Seine agglo. - Photo Coline Poiret-Mellier



Par Coline Poiret-Mellier

Publié: 12 Avril 2026 à 18h08 Temps de lecture: 1 min

Sans surprise, mais avec une majorité renforcée, Virginie Lutrot a été réélue à la présidence de Caux Seine agglo, vendredi 10 avril 2026, lors du conseil communautaire électoral organisé à l'abbaye du Valasse. La maire de Port-Jérôme-sur-Seine a recueilli 79 voix sur 82 suffrages exprimés.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une victoire large

Déjà à la tête de l'intercommunalité lors du précédent mandat, Virginie Lutrot abordait ce scrutin en position de favorite. Face à elle, une candidature inattendue s'est invitée dans le débat : celle de Douglas Potier.

L'élus d'opposition bolbécais a expliqué s'être présenté afin de prendre la parole et de marquer l'entrée de représentants du Rassemblement national (RN) au sein de l'assemblée communautaire. Ils ne sont toutefois que deux conseillers communautaires issus du RN sur les 85 élus qui composent l'assemblée, tous deux siégeant dans l'opposition après leur défaite aux municipales de 2026 dans leurs communes respectives.

L'intervention de Douglas Potier a suscité des protestations parmi plusieurs élus. Le vote s'est ensuite déroulé rapidement, à l'aide de boîtiers électroniques remis aux conseillers. Une fois les échanges terminés, la présidente sortante a été largement reconduite.

Les priorités du mandat

Dans son discours, Virginie Lutrot a d'abord remercié les élus pour la confiance renouvelée. La présidente de Caux Seine agglo a défendu un « *mandat de partages* », fondé sur une coopération renforcée entre l'agglomération et les communes, entre zones rurales et zones urbaines, mais aussi sur davantage de proximité avec les habitants.

〔Le mandat 2026-2032 sera également un mandat de conquêtes.

Virginie Lutrot, Présidente de Caux Seine agglo

Elle a cité parmi ses priorités l'accès à la médecine générale, une offre de mobilité « *cohérente* », la prévention des risques et des réponses plus rapides aux besoins du quotidien. « *Le mandat 2026-2032 sera également un mandat de conquêtes* », a-t-elle poursuivi, en évoquant l'attractivité du territoire, la création de valeur, la compatibilité entre industrie et respect de l'environnement, la protection de la ressource en eau, la revalorisation des déchets et la réhabilitation des centres-bourgs.

Dans la foulée de cette réélection, les conseillers communautaires ont procédé à la désignation des quinze vice-présidents qui composeront l'exécutif, soit autant que lors du mandat précédent.

À noter que l'enveloppe indemnitaire globale de l'exécutif communautaire de Caux Seine agglo s'établit à 31 568,84 € bruts mensuels, soit 4 357,16 € pour la présidente, 1 562 € pour chacun des vice-présidents et 472,71 € pour chaque membre du bureau délégué.

Lire aussi



[Saint-Eustache-la-Forêt : des travaux pour prévenir les inondations et renforcer les bassins de rétention](#)



La construction du contournement est de Rouen remise en cause conforte les opposants

Véronique Baud

4-5 minutes

Le Conseil d'Orientation des infrastructures auprès du ministre des transports vient de délivrer un avis négatif sur le contournement est de Rouen. Nouvel épisode avant une décision prochaine ?



Le contournement est un projet envisagé au départ pour désengorger Rouen. - photo d'archives Paris Normandie / STÉPHANIE PÉRON CLÉMENT



Par *Véronique Baud*

Publié: 10 Avril 2026 à 19h20 Temps de lecture: 1 min

Enterré, pas enterré ? Le COI (Conseil d'orientation des infrastructures), instance consultative placée auprès du ministre chargé des transports, vient de délivrer un avis [contre le projet de contournement est de Rouen](#). Le Conseil a pour mission d'éclairer le gouvernement sur les politiques d'investissement dans la mobilité et les transports.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

[L'avis du Conseil](#) repose notamment sur des constats de 2023, toujours d'actualité en 2026. « *La Déclaration d'utilité publique est antérieure au contexte de recherche renforcée de neutralité carbone et de sobriété foncière.* » Le COI souligne également que « *la DUP n'a pas levé tous les doutes sur la pertinence de la concession dont les modèles financiers restaient incertains.* »

« Impossibilité de le conduire en l'état »

L'instance consultative souligne encore le problème de « *l'articulation avec les projets urbains et les politiques des mobilités sur le territoire depuis l'émergence en 2024 du projet de SERM (Service express régional métropolitain de Rouen)* ». Le COI conclut que « *compte tenu de l'opposition de la Ville et de la Métropole à [la réalisation du projet](#), le Conseil [constate l'impossibilité](#) de le conduire en l'état.* »

Un rapport qui va dans le sens des opposants au contournement, dont fait partie Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen et président de la Métropole réélu. Le 3 juillet 2025, le ministre des Transports affirmait à *Paris Normandie* que « *sans consensus le projet ne verrait pas le jour* ». Puis fin janvier 2026, le ministère a évoqué « *un travail en cours, à la demande du ministre, d'actualisation des évaluations et de priorisation des projets d'infrastructures. Les conclusions de ce travail seront connues au printemps* ».

Lire aussi



Saint-Eustache-la-Forêt : des travaux pour prévenir les inondations et renforcer les bassins de rétention

Paris Normandie

4–5 minutes

Caux Seine agglo a engagé la rénovation de six bassins de rétention à Saint-Eustache-la-Forêt. Objectif : limiter les risques d'inondation à Bolbec et adapter le territoire à des pluies plus intenses.



Caux Seine agglo a engagé la rénovation de six bassins de rétention à Saint-Eustache-la-Forêt. - Caux Seine agglo



Par la rédaction

À Saint-Eustache-la-Forêt, les pelleteuses sont à l'œuvre depuis fin mars. Derrière ce chantier discret, installé au lieu-dit « Les Diguettes des Bosquets », se joue pourtant un enjeu majeur : limiter les inondations qui menacent régulièrement le secteur de Bolbec lors des fortes pluies.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Prévenir les inondations en agissant en amont

Caux Seine agglomération a lancé la rénovation complète de six bassins de rétention d'eau, construits après les inondations de 1999-2000. Avec le temps, ces ouvrages essentiels se sont dégradés, perdant en efficacité, notamment en raison de problèmes d'étanchéité.

L'objectif est clair : intervenir « à la source » pour mieux gérer les eaux pluviales. En ralentissant et en stockant l'eau en amont, l'agglomération cherche à éviter les débordements en aval, là où les habitations et les infrastructures sont les plus exposées.

Le chantier prévoit une transformation en profondeur des six bassins. Les sédiments accumulés sont d'abord retirés, avant un approfondissement des ouvrages pour augmenter leur capacité.

Les bêttoires, points sensibles d'infiltration, sont sécurisées. Une géomembrane est ensuite installée pour garantir l'étanchéité, puis les bassins sont recouverts et végétalisés afin de mieux s'intégrer dans le paysage. De nouveaux dispositifs de régulation et de surverse viennent compléter l'ensemble pour mieux maîtriser les écoulements et limiter les phénomènes d'érosion.

Une capacité de stockage en hausse

À terme, la capacité totale passera de 3 295 m³ à 4 850 m³, soit un gain de 1 555 m³. Une augmentation significative qui permettra d'absorber des pluies plus intenses et plus fréquentes.

Les travaux, lancés le 25 mars 2026, doivent s'étaler jusqu'à la mi-juin, sous réserve des conditions météorologiques. Ils sont financés

intégralement par Caux Seine aggro, pour un montant de 260 000 € HT.

Lire aussi



[Virginie Lutrot largement reconduite à la tête de Caux Seine aggro](#)



[Gruchet-le-Valasse : des panneaux photovoltaïques installés sur l'usine de traitement de l'eau](#)



Petit-Couronne : la Sud III va être fermée quatre nuits pour des travaux d'entretien

Paris Normandie

~4 minutes

Du lundi 13 au vendredi 17 avril 2026, la bretelle d'accès à la Sud III, à Petit-Couronne et la Sud III dans le sens Caen vers Rouen seront fermés de 21 h à 6 h.



Une partie de la Sud III va être fermée pendant quatre nuits du 13 au 17 avril 2026. - Photo d'illustration Stéphanie Péron Clément/PND



Par la rédaction

Publié: 12 Avril 2026 à 18h02 Temps de lecture: 1 min

Des travaux d'entretien vont être menés sur la Sud III (RD 338) la semaine du lundi 13 au vendredi 17 avril 2026. Afin de faciliter ces travaux, l'accès à la Sud III, à hauteur de [Petit-Couronne](#) sera fermé ainsi que la Sud III, dans le sens Caen vers Rouen, de 21 heures à 6 heures du matin.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Des déviations seront mises en place lors de ces fermetures. Les véhicules légers seront invités à quitter la RD 338 à hauteur du lycée Val de Seine (sortie « zone portuaire ») et à emprunter l'avenue du Général-Leclerc. Ils pourront regagner la Sud III à hauteur de la zone commerciale de Grand-Quevilly.

Deux itinéraires bis

Les poids lourds devront prendre la route des Docks puis suivre le boulevard Stalingrad (devenant le boulevard du Midi puis le quai de France), le long de la Seine, jusqu'à [Rouen](#).

La Direction Interdépartementale de Routes Nord-Ouest (Dirno) rappelle que : « *les travaux sont toujours organisés de façon à préserver la sécurité des agents comme des usagers et de limiter la gêne occasionnée. Merci de respecter la signalisation ainsi que les distances et vitesses de sécurité* ».

Lire aussi



[Hockey – Ligue Magnus : « Les bases sont là », promet Carl Mallette, le coach des Dragons de Rouen](#)



[Avant l'arrivée des foules, ils font déjà tourner la base de loisirs de Jumièges](#)



[William Renault succède à Daniel Gressent comme maire de Sainte-Austreberthe](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen



Un incendie dans un immeuble, rue Lafayette, à Rouen, fait un blessé



Petit-Couronne : la Sud III va être fermée quatre nuits pour des travaux d'entretien





[Météo. Quel temps pour cette première semaine de vacances en Seine-Maritime et dans l'Eure ?](#)



[Hockey – Ligue Magnus : « Les bases sont là », promet Carl Mallette, le coach des Dragons de Rouen](#)



[Avant l'arrivée des foules, ils font déjà tourner la base de loisirs de Jumièges](#)



[William Renault succède à Daniel Gressent comme maire de Sainte-Austreberthe](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

De la mэрule découverte sur le chantier de restauration de la synagogue d'Elbeuf, le traitement va coûter 300.000 euros

Emmanuel Grabey

5-6 minutes

Publié le samedi 11 avril 2026 à 18:59

C'est une catastrophe pour le chantier de la synagogue d'Elbeuf : de la mэрule a été découverte fin février. Sans traitement, ce champignon lignivore pourrait provoquer la destruction du bâtiment. Le coût de son éradication est estimé à 300.000 euros.

On la surnomme le cancer du bâtiment, tellement elle ronge et détruit : la mэрule, un champignon lignivore (qui dévore le bois). Autant dire que c'est une catastrophe qui vient de s'abattre sur le chantier de restauration de la synagogue d'Elbeuf, un édifice à l'abandon depuis 30 ans, après la **découverte d'une infestation dans la charpente** et sous le plancher au mois de février. Les [travaux ont véritablement démarré en septembre dernier](#), la moitié de la première phase est achevée. Mais le chantier est à l'arrêt pour le moment, le temps de trouver les financements pour payer le traitement contre le champignon.

Coût estimé à 300.000 euros

Rien ne laissait présager la présence de la mэрule dans le bâtiment, un diagnostic préparatoire aux travaux n'avait pas décelé le champignon, ce n'est que cet hiver qu'il est apparu. *"Le charpentier, fin février, nous a dit qu'il y avait un problème, qu'il fallait changer la poutre"*, raconte Nassim Lévy, le président de l'ACASE, l'Association culturelle des amis de la

synagogue d'Elbeuf. *"Ils ont appelé une entreprise qui a confirmé que cette mérule s'est développée dans le plafond et le sous-plafond."*

Une catastrophe, car si la mérule se propage, c'est le **bâtiment dans son ensemble qui est menacé**. *"Le traitement de la mérule est la priorité absolue"*, explique Olivier Leclerc, le délégué régional en Normandie de la Fondation du patrimoine. *"Si on ne traite pas la mérule, le bâtiment est mort. Donc on n'a absolument pas le choix. Ça peut se traduire par un retard progressif des chantiers, parce que pendant qu'on va traiter la mérule, on ne fera pas le reste. Donc, priorité absolue : traiter la mérule et rendre le bâtiment à nouveau sain. Ça veut dire qu'il faut traiter, il faut supprimer l'humidité. Il faut absolument éradiquer toutes les zones où la mérule peut intervenir, que ce soit au niveau bien évidemment des bois, mais aussi au niveau des murs, parce que la mérule utilise les murs pour se propager. Elle a aussi une autre caractéristique, c'est qu'elle peut rester des mois, voire des années en mode sommeil avant de se réveiller. Donc c'est pour ça qu'il est important de traiter de façon curative et préventive."*

Fin du chantier prévue courant 2027

Une opération qui a un coût, estimé à 300.000 euros. *"Aujourd'hui, on ne sait pas l'absorber"*, déplore Olivier Leclerc. Pour l'heure, la métropole de Rouen promet de **financer la facture à hauteur de 20% soit 60.000 euros**, la région Normandie 20% également, et la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles qui dépend du ministère de la Culture) promet 25.000 euros. Les sommes des collectivités locales sont promises mais n'ont pas encore été votées. Elles sont conditionnées au déblocage par chacune des parties de la subvention promise. Il reste donc la moitié de la somme à trouver. Malgré cette grosse tuile, l'ACASE espère toujours une fin du chantier courant 2027.

La synagogue d'Elbeuf a été [retenue en 2023 par la mission Bern](#) pour bénéficier de fonds du Loto du Patrimoine.

- [Chantiers – Travaux](#)
- [Patrimoine culturel](#)

Deux immeubles mitoyens de 15 étages privés d'ascenseurs : un calvaire pour les habitants

Myriam Libert

4-5 minutes

C'est une situation récurrente à laquelle les habitants ne s'habituent pas. Depuis près de deux ans, les locataires de deux tours mitoyennes situées dans le quartier de la Grand-Mare, sur les Hauts de Rouen, sont régulièrement privés d'ascenseur, victimes d'une succession d'avaries. Le dernier sinistre en date est une fuite d'eau, qui immobilise le monte-charge et désespère les usagers. Le bailleur social a mandaté une société de portage pour venir en aide aux locataires de ces immeubles de 15 étages.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Cette vue dégagée sur le quartier, c'est la dernière chose qui retient Sandrine, atteinte de sclérose en plaques, dans son logement situé au 9ème étage de la tour située rue Verdi dans le quartier de la Grand-Mare à Rouen. Depuis six ans, son quotidien, comme celui de la centaine d'habitants de l'immeuble est devenu un véritable cauchemar. « *Ce n'est pas qu'une personne, tout le monde est concerné... Et là, on n'en peut*

plus. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. J'aimerais qu'ils prennent leurs responsabilités. On est à l'abandon. »

Deux immeubles mitoyens de 15 étages situés dans ce quartier des hauts de Rouen sont actuellement privés d'ascenseurs. Depuis plus d'un mois pour l'un, et quelques jours pour l'autre.

Une situation malheureusement récurrente concernant ces deux tours d'habitation. En 2024 déjà, un ascenseur était resté en panne plus de 50 jours.

Un calvaire pour les habitants, dont le bailleur social Logéo dit avoir pris la mesure, en mandatatant cette fois une société de portage pour venir en aide aux locataires. *"Nos équipes de proximité sont totalement mobilisées pour répondre à leurs besoins. Nous mettons tout en œuvre pour résorber l'incident et permettre à nos locataires de retrouver une situation normale"* a communiqué Thomas Renard de Logeo Seine.

Mais les difficultés des locataires ne s'arrêtent pas aux problèmes d'ascenseurs. *"Tous les week-ends, on n'a pas d'eau chaude, pas de chauffage.... On est à l'abandon. J'ai l'impression d'être en prison... Là, je suis dans mon donjon"* poursuit Sandrine

L'avarie serait consécutive à une fuite d'eau survenue dans les caves et les fosses d'ascenseurs des immeubles 7 et 9 de la rue Verdi à Rouen. Si l'origine de la fuite n'est pas connue, il pourrait s'agir selon le bailleur social d'une canalisation d'eau usée enterrée.

Ce vendredi 10 avril, une entreprise spécialisée a commencé les opérations de pompage, afin que le plombier et l'ascensoriste puissent intervenir dès que les caves seront de nouveau accessibles.

Pour compenser l'absence d'ascenseur, un portage a également été mis en place pour accompagner les locataires à mobilité réduite, de 10h à 12h et de 16h à 18h.

L'isolement, c'est aussi ce que ressent Zoubir. Il habite ici depuis 10 ans, à cause de la panne, il monte et descend chaque jour l'équivalent de 60 étages. *"Moi j'ai 61 ans, j'ai la goutte, et quand je monte il faut me reposer*

3 ou 4 fois pour arriver au 15e étage. J'ai demandé à eux, l'explication et c'est juste qu'il manque une pièce" explique t-il.

Une colère et un sentiment d'abandon partagés par de nombreux habitants, qui ont créé un groupe WhatsApp sur lequel les messages s'accumulent pour dénoncer ces conditions de vie devenues insupportables.

Une situation qui pourrait encore durer un certain temps. Aucune date de remise en service des deux ascenseurs n'a pour l'instant été annoncée.

La ministre de la Santé annonce l'augmentation des astreintes des médecins universitaires

AFP

4–5 minutes

La rémunération des astreintes de nuit et de weekend des médecins hospitaliers à statut universitaire va être augmentée, a indiqué vendredi 10 avril 2026 la ministre de la Santé Stéphanie Rist.



Par AFP

Publié: 10 Avril 2026 à 21h20 Temps de lecture: 2 min

La rémunération des astreintes de nuit et de weekend des médecins hospitaliers à statut universitaire va être augmentée, a indiqué vendredi 10 avril 2026 [la ministre de la Santé Stéphanie Rist](#), lors d'un déplacement au centre hospitalier universitaire d'Orléans.

Mme Rist a estimé que cette annonce, présentée à plusieurs professionnels de l'établissement orléanais, était attendue par «*les hospitalo-universitaires*», «*lésés*» et «*oubliés*» dans la récente réforme de revalorisation des astreintes.

«Les mesures annoncées aujourd'hui permettent de mieux reconnaître l'engagement des personnels hospitalo-universitaires, notamment dans les situations les plus exigeantes, comme les activités de prélèvement et de transplantation d'organes ou certaines interventions urgentes», a

précisé le ministère de la Santé dans un communiqué.

«Concrètement, le plafond d'indemnisation des astreintes, initialement fixé à 280 euros, sera porté jusqu'à 500 euros pour les personnels hospitalo-universitaires, afin de mieux valoriser les astreintes les plus contraintes et les plus sollicitées», a indiqué le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le montant de la majoration *«sera déterminé par les directeurs généraux de CHU (...) en fonction de la fréquence et de la durée des déplacements»* au chevet d'un patient *«pendant les astreintes»*, a indiqué le ministère. La mesure coûtera 18,4 millions d'euros en année pleine.

Les astreintes sont les périodes où les médecins ne sont pas à l'hôpital mais doivent pouvoir être joignables à tout moment et doivent pouvoir venir au chevet d'un patient si nécessaire.

« C'est une avancée »

Le gouvernement avait en 2025 mis en place une réforme augmentant les astreintes de tous les praticiens hospitaliers, portant notamment le plafond de celles-ci à 280 euros.

Mais les praticiens hospitalo-universitaires, qui ont des missions d'enseignement et de recherche en plus du soin, n'avaient pu bénéficier d'une amélioration aussi nette que celle de leurs collègues hospitaliers, compte-tenu de leur statut mixte entre fonction publique et fonction publique hospitalière.

Ce statut leur interdit de bénéficier d'autres gratifications liés aux astreintes dont bénéficient leurs collègues hospitaliers en cas de déplacement au chevet d'un patient, comme une rémunération additionnelle liée au temps de travail ou l'abondement d'un compte épargne-temps.

«C'est une avancée», a salué auprès de l'AFP le professeur Guillaume Captier, chirurgien et président du syndicat des hospitalo-universitaires (SHU).

«Mais nous sommes en attente d'un dispositif qui permettrait de comptabiliser le temps de travail la nuit ou le weekend», a-t-il ajouté, précisant que la demande est particulièrement forte chez les plus jeunes.

Lire aussi



[Édito. Un ex-otage dans les méandres de l'administration : excès de zèle ou bêtise humaine ?](#)



[Paul Seixas remporte le Tour du Pays basque et met fin à 19 ans d'attente pour le cyclisme français](#)



Unique en Normandie. Le Groupe hospitalier du Havre innove avec la prothèse totale de cheville

Marie-Ange MARAINE

6-8 minutes

L'hôpital Jacques-Monod est le seul en Normandie à proposer la prothèse totale de cheville. Cette chirurgie de haute précision, encore rare en France, vise à redonner mobilité et confort de marche aux patients souffrant de douleurs chroniques.



Toute l'équipe du groupe hospitalier du Havre dédiée à cette technique innovante avec, au centre, le Dr Fadi Dhaouadi et, à droite, le Dr Azad Melconian. - GHH



Par [Marie-Ange MARAINE](#)

Il y a des avancées médicales qui font peu de bruit, mais qui comptent. Au Havre, le groupe hospitalier propose désormais des prothèses totales de cheville. À ce jour, c'est le seul établissement en Normandie à pratiquer cette intervention encore rare en France, puisque seules 500 opérations sont réalisées chaque année.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Derrière ces gestes très techniques, il y a souvent des patients qui souffrent et depuis longtemps. *« Des entorses de cheville à répétition, une fracture... Tout type de traumatisme, peut engendrer, quelques années plus tard de l'arthrose, des douleurs, des raideurs et une limitation de la marche. La cheville et le pied sont très complexes tant au niveau osseux, tendineux que musculaire. Et ils supportent tout le poids du corps ! »*, explique le docteur Azad Melconian, chirurgien orthopédiste à l'[hôpital Jacques-Monod](#).

Une formation très technique

Jusqu'ici, les traitements reposaient sur un éventail limité avec port d'une botte, des infiltrations... et, pour les cas les plus lourds, l'arthrodèse. Cette dernière intervention consiste à supprimer l'articulation en soudant les os entre eux à l'aide d'une plaque et de vis. *« La prothèse totale de cheville ne vient pas remplacer l'arthrodèse. Le choix entre ces deux interventions se fait au cas par cas. La prothèse de cheville, très technique, n'est pas un geste anodin »*, insiste le chirurgien.



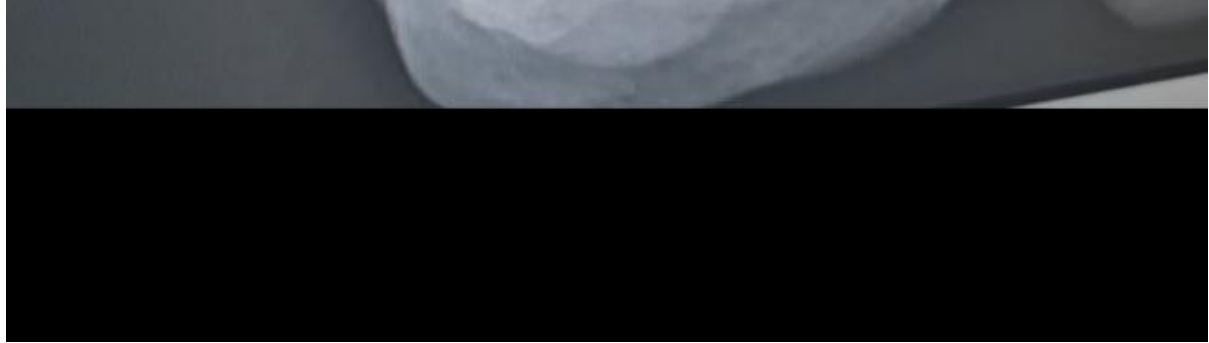


L'intervention de la prothèse totale de cheville se veut la moins invasive possible avec une prise en charge spécifique de la douleur. - GHH

Mettre en place cette technique demande bien plus qu'un simple savoir-faire individuel. Le docteur Azad Melconian s'est formé aux Pays-Bas ou encore à Angers (Maine-et-Loire). Le docteur Fadi Dhaouadi, anesthésiste-réanimateur, à Paris. Et autour d'eux, toute une équipe s'est constituée d'infirmiers de bloc, infirmiers anesthésistes, sans oublier les kinésithérapeutes qui interviendront, ensuite, pour une prise en charge globale.

Soulager la douleur pour une meilleure récupération.





Pas de grosse plaque ni de vis partout avec cette prothèse totale de cheville. La technique innovante et mini-invasive conserve la mobilité de l'articulation. - Paris Normandie

Concrètement, comment fonctionne cette prothèse totale de cheville ? Tout commence par un scanner, étudié par des ingénieurs en biomécanique médicale. Ces derniers définissent une taille et des réglages entièrement personnalisés pour s'adapter à l'anatomie du patient. Le chirurgien n'intervient alors qu'en surface de l'os, ce que les spécialistes appellent le « surfaçage ». La prothèse, très fine, vient épouser précisément l'os.

« Nous cherchons à être le moins invasifs possible, précise le docteur Fadi Dhaouadi. Le réveil se fait sur table, quelques minutes après la fin de l'acte chirurgical. On sait que la cicatrisation et la récupération sont meilleures lorsqu'il n'y a pas de douleur. Alors je pratique une anesthésie générale mais aussi loco-régionale pour maîtriser les douleurs post-opératoires ».

« On n'est pas des magiciens. »

Drs Melconian et Dhaouadi, Médecins au GHH





Les deux médecins du Havre prônent une prise en charge globale des patients jusqu'à la rééducation. - GHH

Ici, la prise en charge ne se limite pas au bloc opératoire. Elle commence dès la première consultation et se poursuit jusqu'à la rééducation. Sans promesse excessive. « *On n'est pas des magiciens*, sourient les deux médecins. *On ne vend pas du rêve. Il faut bien étudier la balance risques-bénéfices* ».

À ce jour, deux patients ont déjà été opérés avec cette technique au [groupe hospitalier du Havre](#), en octobre et décembre 2025. Deux cas, donc, pour l'instant. Deux réussites. Mais derrière cette nouvelle avancée médicale, assez révolutionnaire, il y a surtout l'envie de ces deux médecins de soulager durablement une articulation essentielle... Pour être bien dans ses baskets.

Lire aussi

[Football – Ligue 1 : le HAC croche, s'accroche et se rapproche du Graal](#)

[Football – HAC : Ally Samatta, enfin tout puissant ! Les notes des Havrais](#)

Rouen : l'orthodontiste poursuivie pour escroquerie radiée définitivement par l'Ordre des chirurgiens-dentistes

Christine Wurtz

6-7 minutes

Publié le vendredi 10 avril 2026 à 12:36 Mis à jour le vendredi 10 avril 2026 à 14:40

INFO ICI Normandie - La chambre disciplinaire de l'Ordre des chirurgiens-dentistes a radié à vie l'orthodontiste de Rouen poursuivie pour escroquerie et abus de biens sociaux. Elle va faire appel. La praticienne était déjà suspendue d'exercice par l'agence régionale de santé de Normandie.

Le Dr Bouissou-Duclos est **radiée définitivement du tableau de l'Ordre de sa profession**, a appris ICI Normandie ce vendredi par le conseil départemental de l'Ordre des chirurgiens-dentistes. La chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des chirurgiens-dentistes vient de rendre sa décision à l'encontre de cette orthodontiste rouennaise poursuivie pour escroquerie et abus de biens sociaux.

[Comme révélé par ICI Normandie le 30 janvier 2026](#), la praticienne est soupçonnée d'avoir **facturé des actes qu'elle faisait réaliser par ses assistantes**, qui n'étaient pas habilitées. La CPAM avait donné l'alerte au regard du volume d'activité et du nombre de patients du cabinet, jugé trop important pour une seule professionnelle. Le préjudice est estimé à 2,5 millions d'euros pour l'assurance maladie. [De nombreuses familles dont les enfants étaient suivis au cabinet ont également porté plainte.](#)

La praticienne, déjà suspendue par l'agence régionale de santé, **va faire appel**, nous indique son avocat, mais cette démarche n'est pas

suspensive de la décision de radiation, précise le conseil départemental de l'Ordre des chirurgiens-dentistes. Si toutefois la décision devait être confirmée en appel, le Dr Bouissou-Duclos pourrait redemander à exercer, dans cinq ans, et le conseil de l'Ordre national de la profession devrait alors se prononcer sur sa requête.

Magaly Bouissou-Duclos comparaitra le 5 juin 2026 devant le tribunal correctionnel de Rouen, pour répondre des faits d'escroquerie et d'abus de biens sociaux qui lui sont reprochés.

Dossiers médicaux manquants et lettres de recouvrement

Les patients, eux, continuent de subir les conséquences de cette situation. Dès la suspension du médecin, en février, le conseil de l'Ordre a donné des consignes aux autres orthodontistes du département pour qu'ils acceptent d'assurer le suivi de ses patients. Le problème, c'est que les familles ont **toutes les peines du monde à récupérer le dossier médical de leur enfant** auprès du cabinet, c'est pourtant une obligation légale. Tout patient demandant son dossier médical doit le recevoir sous 8 jours maximum. *"C'est une vraie problématique. Son logiciel métier permet de le faire, c'est-à-dire qu'il permet à chaque patient de pouvoir récupérer, par un site sécurisé, l'ensemble de ses données. Ça prend cinq minutes et en cinq minutes, les 4000 patients peuvent récupérer leur dossier. Mais, ce n'est pas mis en place"*, confirme Nicolas Picard, le président du conseil de l'Ordre des chirurgiens-dentistes de la Seine-Maritime.

Mais, ce qui choque le plus les familles, c'est que dans le même temps, la praticienne a tout mis en œuvre pour se faire régler ses honoraires, comme en témoignent les nombreux messages postés sur [la page Facebook créée par les patients concernés](#) et qui ont alerté le Conseil de l'ordre. *"Le Dr Bouissou-Duclos a fait appel à **une société de recouvrement pour faire régler des sommes encore dues par les patients**", confirme Nicolas Picard, "c'est difficile pour les patients de pouvoir justifier de la réalité ou pas, puisqu'ils n'ont pas accès à leur*

dossier. Donc c'est difficile pour eux de pouvoir dire si oui ou non il y a encore des choses à régler ou pas".

L'Ordre a publié [un communiqué sur la page d'accueil de son site](#) le 2 avril, incitant les patients à consulter attentivement les comptes rendus et devis en leur possession, ou à contacter leur mutuelle pour connaître l'historique de leurs remboursements et les prévisions de traitement, de façon à ne régler que les soins déjà effectués.

- [justice](#)
- [Escroquerie – Arnaque](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)
- [Santé publique](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- L'orthodontiste rouennaise poursuivie pour escroquerie et abus de biens sociaux ne peut plus exercer, provisoirement. L'agence régionale de santé de Normandie l'a suspendue pour une durée de cinq mois,

Le 12/02/2026 à 15:01

- La Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), l'ordre des chirurgiens-dentistes et plusieurs familles de patients annoncent ce vendredi 13 février se porter partie civile dans le procès prévu en juin de l'orthodontiste

Les moules ne peuvent plus être ramassées sur cette plage près de Dieppe : la restriction levée

Veronique Weber

~3 minutes

La maire d'une commune près de Dieppe a pris un arrêté pour interdire le ramassage de moules sur sa plage afin de garantir la sécurité sanitaire des usagers.

Sur le même thème

[Manche \(mer\)](#)

[Moules](#)

[Santé](#)



Il est interdit de ramasser et de consommer les moules dans le secteur de Sainte-Marguerite-sur-Mer (Seine-Maritime) jusqu'au prochain arrêté

Par [Veronique Weber](#) Publié le 31 mars 2026 à 14h03 ; mis à jour le 13 avr. 2026 à 9h52

[Mise à jour le 13/04/2026 à 9 h 52] Un suivi microbiologique a été effectué par le laboratoire d'analyses Labéo à la demande de l'Agence régionale de santé, sur des moules prélevées à Vasterival le 2 avril 2026. L'interdiction de la pêche à pied de loisirs est levée depuis le 8 avril 2026.

Avis aux **pêcheurs à pied** du littoral dieppois. Véronique Depreux, maire de [Sainte-Marguerite-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#) a pris un **arrêté** vendredi 27 mars 2026, arrêté toujours d'actualité. Il informe que : « La **zone de pêche à pied de loisirs** située au niveau de la descente de **Vasterival** est temporairement **fermée** à compter de ce jour ».

Ainsi, jusqu'à ce qu'un nouvel arrêté ne soit signé, « le **ramassage et la consommation des coquillages** bivalves filtreurs », en d'autres termes les moules, « sont interdits durant cette fermeture ». Et cela pour « garantir la protection sanitaire des usagers ».

Prélèvements de moules

Cette interdiction fait suite aux résultats du suivi microbiologique effectué par le laboratoire d'analyses Labéo à la demande de l'**Agence régionale de santé de Normandie** sur des moules prélevées à Vasterival, secteur situé entre Sainte-Marguerite-sur-Mer et Varengueville-sur-Mer.

C'est ainsi qu'a été détectée la **présence de la bactérie E. Coli**.

L'arrêté a été affiché à 15 h 30 vendredi à Vasterival et en mairie. Il est également consultable sur la page Facebook de la mairie. C'est là également que **sera annoncée la réouverture**. De nouveaux prélèvements étaient programmés par l'ARS en ce début de semaine.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rentrée scolaire 2026 : la carte scolaire dévoilée, plusieurs écoles vont fermer en Seine-Maritime

Emmanuel Grabey

6–8 minutes

Publié le vendredi 10 avril 2026 à 19:00

L'administration de l'Éducation nationale dévoile, ce vendredi 10 avril, la carte scolaire pour la rentrée de septembre 2026. La Seine-Maritime perd 35 classes, dans un contexte de baisse démographique. Plusieurs écoles ferment.

La Seine-Maritime va connaître une nouvelle baisse du nombre d'élèves dans le premier degré (maternelle et élémentaire) à la rentrée 2026. Il y aura 2 509 élèves de moins en septembre prochain par rapport à septembre 2025, annonce la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) dans un communiqué publié vendredi 10 avril 2026. Cela porte *"la baisse des effectifs à 14 181 élèves sur 10 ans (-12,3 %)"*, peut-on lire. Par ailleurs, le département doit "rendre" 13 postes ETP (équivalent temps plein), sur les 135 demandés à la région Normandie.

Cinq écoles ferment, deux ouvrent

Cela se traduit par la **perte nette de 35 classes** : 61 classes vont fermer et 26 vont ouvrir. Dans le détail, cinq écoles vont fermer :

- Deux à Notre-Dame-de-Bondeville : la maternelle Louis-Duteurtre et l'élémentaire Victor-Hugo, compensées par l'ouverture de l'école Colette-Privat

- Deux à Petit-Quevilly : la maternelle Danielle-Casanova et l'élémentaire Pablo-Picasso, compensées par l'ouverture de l'école Niki-de-Saint-Phalle
- Une à Bénouville, dont le poste d'enseignant est transféré à Bordeaux-Saint-Clair

À noter que les parents d'élèves fortement mobilisés de **l'école maternelle de Berville-sur-Seine** ont obtenu gain de cause : après avoir été annoncée fermée, la troisième classe de l'école du village reste ouverte.

Le **taux d'encadrement va légèrement baisser** affirme la DSDEN : hors éducation prioritaire, il était de 22,1 à la rentrée 2025 et sera de 21,89 à la rentrée 2026, après mesures. En éducation prioritaire, le nombre moyen d'élèves par classe était de 17,0 à la rentrée 2025 et sera de 16,68 à la rentrée 2026. Au global (en éducation prioritaire et hors éducation prioritaire), le taux d'encadrement était de 20,6 à la rentrée 2025 et sera de 20,33 à la rentrée 2026.

Les écoles qui gagnent des classes

MATERNELLE

- BARENTIN André Marie
- BOLBEC Le champ des Oiseaux
- CLERES L'Orée du Parc
- DIEPPE Jeanne Magny
- LE HAVRE Edouard Vaillant I
- LE HAVRE Gustave Flaubert
- LE PETIT-QUEVILLY Niki de Saint Phalle (7)
- NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE Colette Privat (3)
- PETIT-COURONNE Guy de Maupassant
- SAINT-NICOLAS-D'ALIERMONT Jacques de Thevray

ÉLÉMENTAIRE

- ARQUES-LA-BATAILLE Louis Germain
- BARENTIN La Champmesle-Fontenelle
- BIHOREL Larpin
- BOIS-GUILLAUME Les Portes de la Forêt
- BOSVILLE Quatre Clochers
- CANTELEU Gustave Flaubert
- LE HAVRE Henri Wallon II
- LE HAVRE Jacques Cassard
- LE HAVRE Jean-Baptiste Massillon
- LE HAVRE Renaissance
- LE PETIT-QUEVILLY Niki de Saint Phalle (12)
- LE PETIT-QUEVILLY Sadako Sasaki
- MAROMME Gustave Flaubert
- NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE Colette Privat (8)
- ROUEN Anne Sylvestre
- ROUEN Louis-Ezechiel Pouchet
- ROUEN Jules Ferry SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY Victor Duruy

RPI

- RPI BENOUVILLE / BORDEAUX-SAINT-CLAIR (en élémentaire à Bordeaux-Saint-Clair)
- RPI BRACQUETUIT / ETAIMPUIS / GRIGNEUSEVILLE (en élémentaire à Bracquetuit)

Les écoles qui perdent des classes

MATERNELLE

- BARENTIN Bernard Havel
- CANTELEU Emile Zola

- CAUDEBEC-LES-ELBEUF M.P. Prevel
- DARNETAL Andrée Candellier
- ELBEUF Raymonde Lefrançois
- FECAMP Germaine Coty
- GONFREVILLE-L'ORCHER Jean Jaurès
- GRAINVILLE-LA-TEINTURIERE Charles de Gaulle
- HOUPEVILLE Jean de la Fontaine
- LA REMUEE Henri Dès
- LE HAVRE Louise Michel I
- LE HAVRE Maurice Bouchor
- LE HAVRE Henri Wallon I
- LE HAVRE Jacques Cassard
- LE HAVRE Louis Blanc
- LE HAVRE Maurice Utrillo
- LE HAVRE Renaissance
- LE PETIT-QUEVILLY Daniel Casanova (4)
- LE PETIT-QUEVILLY Jean-Baptiste Clément (3)
- NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE Louis Duteurtre (3)
- PORT-JEROME-SUR-SEINE Charles Peguy
- QUEVREVILLE-LA-POTERIE Pierre Mendès-France
- SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF Marcel Touchard
- SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY Pauline Kergomard
- SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY Victor Duruy
- SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF Marie Pape Carpentier
- SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC François Hanin
- SASSETOT-LE-MAUCONDUIT Martainville

ÉLÉMENTAIRE

- BEUZEVILLE-LA-GRENIER Lucienne Julien
- BOLBEC Jules Ferry
- CAUDEBEC-LES-ELBEUF Pierre Largesse
- CLEON René Goscinny
- COLLEVILLE Ecole primaire publique
- CRIEL-SUR-MER L'Ecol'yères
- CRIQUETOT-L'ESNEVAL Ecole primaire publique
- DIEPPE Jacques Prévert
- DIEPPE Richard Simon
- ESLETTES Denis Diderot
- ETRETAT Rose Duchemin
- FECAMP Albert Camus
- FONTENAY Thomas Pesquet
- GAINNEVILLE Louis Aragon
- GONFREVILLE-L'ORCHER Turgauville
- GONNEVILLE-LA-MALLET Ecole primaire publique
- LA FEUILLIE Les Prunus
- LE GRAND- QUEVILLY Roger Salengro
- LE HAVRE Francis Carco
- LE HAVRE Maréchal Joffre
- LE HOULME Prévert-Aragon
- LE PETIT-QUEVILLY Pablo Picasso (12)
- LE TREPORT Ledré Delmet Moreau
- MONTIVILLIERS Louise Michel
- NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE Jean Moulin

- NOTRE-DAME-DE- BONDEVILLE Victor Hugo (8)
- PETIT-COURONNE Louise Michel
- ROGERVILLE Edgar Degas
- SAINT-AUBIN-CELLOVILLE Rimbaud-Doisneau
- SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY Irène Joliot-Curie I
- SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY Jean Macé
- SAINT-JOUIN-BRUNEVAL Le Pélican
- SAINT-NICOLAS-D'ALIERMONT Jean Rostand
- TOTES Michel Moisant

RPI

- RPI BACQUEVILLE-EN-CAUX (en élémentaire à Bacqueville-en-Caux)
- RPI BENOUVILLE / BORDEAUX-SAINT-CLAIR (en élémentaire à Bénouville)
- RPI BOLLEVILLE / LANQUETOT (en maternelle à Lanquetot)
- SIVOS DU BRAY EST (en maternelle à Gaillefontaine)
- [école](#)
- [Éducation nationale](#)
- [Carte scolaire](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

"Notre école c'est le poumon, le centre du village" : Berville-sur-Seine se bat pour conserver sa classe de ma

Myriam Libert

4-5 minutes

Les nouveaux contours de la carte scolaire continuent de susciter de vives réactions. Les parents d'élèves concernés manifestent leur mécontentement lorsqu'il s'agit de supprimer une classe. C'est le cas à Berville-sur-Seine, en Seine-Maritime, où la mobilisation ne faiblit pas contre la fermeture d'une classe de maternelle.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

École morte, blocage du bac de Seine avec des tracteurs, tractage sur les ronds-points, ou manifestation devant la préfecture... tout est bon pour crier haut et fort son désaccord. Depuis 10 jours, la lutte fédère tous les habitants de Berville-sur-Seine. Les parents d'élèves de l'école François Hulin, soutenus par le maire, n'acceptent pas la décision de l'inspection académique de fermer une classe de maternelle dans l'école de la commune. Depuis l'annonce de la suppression, ils multiplient les actions pour se faire entendre.



L'école de Berville-sur-Seine en Seine-Maritime refuse la fermeture d'une classe de maternelle • ©FTV

Fermer une classe dans une petite école de village aura des conséquences sur les autres classes, puis qu'il faudra répartir les élèves. *"Mettre 28 enfants dans une classe, pour une enseignante et une Atsem, avec par exemple trois enfants qui vont arriver en petite section et n'ont pas encore acquis la propreté. Ou des enfants qui ont des reconnaissances comme le TDAH, DYS ou HPI, ce n'est pas gérable pour l'enseignante"* explique Mylène Tranchevent, parent d'élève. Les parents d'élèves sont d'autant plus dépités que la situation est transitoire. L'année prochaine, le nombre d'écoliers sera suffisant pour rouvrir la classe. *"L'année prochaine on a l'effectif pour redémarrer à 58, donc on veut juste qu'on nous laisse passer le creux de la vague, et l'année prochaine, ils n'entendront pas parler de nous"* poursuit cette maman.

De nouvelles structures d'accueil, comme une maison d'assistantes maternelles, devraient également sortir de terre prochainement. *"Ce qu'on ne voudrait surtout pas c'est transformer ce village en un village*

dortoir. C'est-à-dire où les gens arrivent et repartent pour travailler, et reviennent le soir, et terminé !"commente Bruno Verdier, le deuxième adjoint au maire de Berville-sur-Seine.

On considère que notre école c'est un peu le poumon, le centre du village. Aujourd'hui on a vraiment aucun problème pour avoir une soixantaine d'enfants sur trois classes

Bruno Verdier, deuxième adjoint au maire de Berville-sur-Seine (76)

Le collectif de parents d'élèves, ignoré jusqu'à présent, s'est déplacé à l'Inspection académique de Rouen pour demander des explications.

"On ira jusqu'au bout, jusqu'au jour de la rentrée. S'il faut être là et se mobiliser à la rentrée et bloquer l'école pour être entendu, c'est un projet qui prendra forme sans aucun problème" prophétise Mylène

Tranchevent, parent d'élève.

La grogne est loin d'être terminée. 63 fermetures de classe et 25 ouvertures sont prévues dans le département de Seine-Maritime à la rentrée prochaine.

Avec Garance Verdier

Seine-Maritime. Carte scolaire : combien de classes doivent fermer et ouvrir dans le département ?

Pierre Durand-Gratian

2-3 minutes

C'est toujours un sujet de préoccupation et de tensions à cette période. La Direction des services départementaux de l'Education nationale de Seine-Maritime (DSDEN) a présenté la première mouture de sa carte scolaire pour la rentrée 2026. Dans toute la Seine-Maritime, 61 classes doivent fermer et 26 nouvelles classes ouvrir. *"On constate une baisse démographique sensible dans le département"*, indique Dominique Fils, la Directrice académique des services de l'éducation nationale (Dasen). Il doit y avoir 2 509 élèves de moins à la rentrée 2026 selon les prévisions, soit une baisse de 14 181 élèves sur 10 ans, équivalente à 12,3 % des effectifs.

Un meilleur taux d'encadrement

13 emplois de moins sont donc prévus pour la rentrée en Seine-Maritime sur les 135 de moins dans toute l'Académie de Normandie (les cinq départements), alors même que la baisse des élèves seinomarins représente 40 % de la baisse totale de l'Académie. *"Nous profitons de la baisse démographique pour avoir une amélioration du taux d'encadrement, c'est-à-dire une baisse du nombre d'élèves par classe"*, insiste la Dasen, qui précise que c'est un choix du rectorat, la Seine-Maritime bénéficiant jusqu'à maintenant d'un moins bon taux d'encadrement que les autres départements voisins.

Des fermetures d'écoles

Une école ferme définitivement ses portes à Bénouville dans le secteur de Montivilliers. D'autres ferment à Notre-Dame-de-Bondeville et au Petit-Quevilly mais elles sont compensées par l'ouverture de nouveaux établissements : l'école primaire Colette-Privat à Notre-Dame-de-Bondeville et l'école primaire Niki-de-Saint-Phalle au Petit-Quevilly.

Comme chaque année, la carte scolaire n'est pas encore définitive et des ajustements restent possibles en fonction des derniers chiffres des mairies pour les inscriptions, mais aussi des situations particulières de certaines écoles. Une seconde version est prévue au mois de juin. La carte scolaire peut être encore ajustée à la rentrée de septembre.

[Vidéos] Lillebonne. “On a gagné !” : la classe menacée finalement sauvée après la mobilisation

Cédric Thomire

~2 minutes

"On a sauvé la classe ! On a gagné !" Ils étaient repartis de Rouen en colère jeudi soir 9 avril, après avoir manifesté devant la préfecture alors que se tenait le conseil départemental de l'Education nationale. Les parents d'élèves de l'école Prévert à Lillebonne sont désormais soulagés.

Sauvée par l'indice de position sociale

Dominique Fis, Directrice académique des services de l'Education nationale (Dasen), a annoncé en conférence de presse vendredi 10 avril que le projet de fermeture d'une classe à l'école Jacques Prévert était annulé. Il n'y aura aucune fermeture à la rentrée. *"24 élèves par classe auraient été de trop pour le profil de cette école. Son indice de position sociale est en dessous de la moyenne"*, a-t-elle justifié.

- **A lire aussi.** [\[Vidéos\] Lillebonne. Parents et élèves font du bruit pour sauver leur classe menacée : la mobilisation monte d'un cran](#)

"Une excellente nouvelle pour les élèves"

C'est l'un des arguments qui avaient été avancés par les parents d'élèves, les élus et la déléguée syndicale Nathalie Sieurin du SNUDI-FO qui se sont tous battus contre ce projet de fermeture. *"C'est un grand soulagement. Les éléments portés à la connaissance des services de l'Education nationale ont été entendus. Les parents et nous élus avons bien fait de nous battre. C'est une excellente nouvelle pour l'école et les*

élèves", déclare le maire Patrick Cibois.

Carte scolaire 2026-2027 en Seine-Maritime. La classe de Berville-sur-Seine finalement sauvée

Julie Hervieux

~2 minutes

Dans le cadre d'une conférence de presse de présentation de la carte scolaire 2026-2027, ce vendredi 10 avril, la DASEN (Direction académique des services de l'Education nationale) a annoncé que la classe de maternelle de l'école François Hulin de Berville-sur-Seine, visée par une fermeture de classe, est sauvée.

Une bonne répartition des élèves

Mardi 31 mars, les parents se sont réunis dans une salle de la mairie comble pour exprimer leurs inquiétudes et ont mené deux autres manifestations dans la semaine qui a suivi.

La DASEN a expliqué ce jour, qu'il pouvait y avoir plus d'élèves que prévu au départ à la rentrée prochaine et prenait en compte une bonne répartition des élèves entre les deux écoles (la maternelle est à Berville-sur-Seine et la primaire à Anneville-Ambourville) puisqu'une école sur deux se retrouvait avec trop d'élèves.

"Je pense que nous avons bien fait notre travail"

Entre le compte rendu du CDEN (Conseil départemental de l'Education nationale) rendu ce jeudi 9 avril et aujourd'hui, la décision a donc été révisée pour le plus grand plaisir des parents d'élèves. *"Nous l'avons appris cet après-midi. La directrice est arrivée très émue pour nous dire qu'ils avaient changé d'avis. Je pense que nous avons bien fait notre*

travail."

Un moment festif est organisé demain midi à la mairie de Berville pour célébrer cette nouvelle.

Les premières éoliennes vont arriver au large de Dieppe au mois de mai

Simon Maunoury

4-5 minutes

Les premières éoliennes seront montées au large de Dieppe au courant du mois de mai. © Radio France - Lila Lefebvre

Diffusé le lundi 13 avril 2026 à 6:31

Publié le lundi 13 avril 2026 à 6:31

Elles seront 62 éoliennes d'ici la fin de l'année 2026 à une quinzaine de kilomètres du continent. Une base de maintenance du parc offshore "Éoliennes en mer Dieppe-Le-Tréport" sera inaugurée le 6 mai 2026, à Dieppe (Seine-Maritime).

Les habitants de la côte pourront observer courant mai 2026 **l'arrivée de la première éolienne** qui sera transportée par voie maritime depuis le Havre, où elles sont construites dans l'usine Siemens Gamesa, usine qui emploie près d'un millier de personnes.

Deux chantiers vont se chevaucher : celui des fondations qui durera jusqu'à la fin de l'été et celui des éoliennes qui viendront s'emboîter sur ces mêmes fondations. Celles-ci seront mises en service une semaine après leur installation. La société "Éoliennes en mer Dieppe-Le Tréport" souhaite que la dernière structure soit montée d'ici la fin du mois de décembre 2026 pour une mise en service du parc au même moment.

850.000 personnes bénéficieront de l'énergie

Chaque turbine aura une puissance de 8 mégawatts pour un total de 500 mégawatts pour l'intégralité du parc offshore. À terme, l'énergie produite

couvrira la consommation de 850.000 personnes, soit les deux tiers de la population de la Seine-Maritime.

Une base de maintenance sera inaugurée le 6 mai 2026 dans le port de Dieppe. Depuis ce lieu, une soixantaine d'employés piloteront le projet avec des techniciens ou encore des ingénieurs.

- [Dieppe](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Énergie](#)
- [Énergies renouvelables](#)
- [mer - océan](#)
- [Éoliennes](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

Le point sur le chantier des éoliennes en mer au large de Dieppe

Le 13/04/2026

Journée "Justice morte", des avocats de Rouen ont décidé de rejoindre la manifestation parisienne

Le 13/04/2026

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Le 12/04/2026

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Le 11/04/2026

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- C'est parti pour le parc éolien en mer de Dieppe - Le Tréport avec la pose de la première pierre de la future base de maintenance ce mercredi 12 février à Dieppe. Ce sera la future tour de contrôle.

Le 13/02/2025

- Les entreprises TotalEnergies et RWE Renouvelables sont désignées pour la construction du futur parc éolien maritime géant au large de la Normandie, annonce ce mercredi 24 septembre le gouvernement.

Le 24/09/2025 à 10:40

- Ce mercredi 12 février a été symboliquement posée la première pierre de la base d'exploitation du parc éolien en mer de Dieppe - Le Tréport. Le chantier devient très concret pour ce projet géant qui devrait fournir de l'électricité à 850.000 habitants.

Le 12/02/2025 à 17:21

- Le ministre de l'Industrie était au Havre ce lundi 17 février, pour poser la première pierre du chantier d'agrandissement de l'usine d'éoliennes en mer Siemens Gamesa. Y seront produites les pales "parmi les plus longues au monde", dans le but de rivaliser avec la Chine.

Le 17/02/2025 à 17:10

Environnement. "Il ne faut pas se fier à l'argent promis" : pourquoi le projet d'éoliennes divise dans le pays de Caux

Valentin Carpentier

4-5 minutes

Samedi 11 avril, une quarantaine de personnes se sont réunies devant la mairie de Theuville-aux-Maillots à l'appel d'associations locales, dont l'Association de Protection Côte d'Albâtre (APCA). En ligne de mire, un projet prévoyant l'implantation de trois éoliennes sur la commune et d'une quatrième à Gerponville. Riverains, élus et militants ont exprimé une opposition ferme.

Des critiques à tout niveau

Président de l'Association de protection du site des Petites-Dalles, Gérard Poirier s'inscrit dans une opposition de longue date. *"Aujourd'hui, la façon dont est gérée l'énergie éolienne est complètement idiote. On n'en a pas besoin, ça nous coûte de l'argent et ce n'est pas écologique"*, affirme-t-il. Il alerte également sur les conséquences locales, notamment hydrauliques : *"Si on artificialise les sols, ça va aggraver des problèmes déjà existants de ruissellement."*

Même inquiétude du côté de l'association Cigogne en pays de Caux. Son président, Jean-Christophe Boulard, rappelle que la zone concernée est particulièrement sensible : *"On est sur un couloir migratoire très important d'oiseaux et de chauves-souris."* Un enjeu environnemental qui, selon lui, est insuffisamment pris en compte dans les études.

"Il ne faut pas se fier à l'argent promis"

Vice-président de l'APCA, Jean-Luc Ansart insiste sur la mobilisation locale. "Les pétitions montrent qu'une majorité de la population n'en veut pas", assure-t-il. Il appelle à la vigilance face aux retombées annoncées : *"Il faut prendre conscience des dégâts désastreux si le projet va à terme, lance Jean-Luc Ansart. Il ne faut pas se fier à l'argent promis."* Les opposants évoquent plusieurs impacts. Atteintes au couloir hydraulique, risques pour la faune, nuisances sonores et visuelles, mais aussi dévaluation immobilière. *"Je vous laisse imaginer la qualité de vie qu'on va avoir"*, ajoute le vice-président de l'APCA.

Le dossier, porté par le gestionnaire du réseau électrique ENEGIE, a été déposé en préfecture. Les associations entendent désormais l'analyser en détail afin de mieux le contester. Ils comptent sur l'enquête publique pour faire entendre leur opposition. *"Tout le monde doit s'investir dans cette enquête pour dire qu'on est contre"*, souligne Jean-Luc Ansart.

Pour rappel, 55% du parc éolien normand se trouve en Seine-Maritime : *"On produit 3 fois plus qu'on ne consomme"*, explique David Guérin, conseiller départemental et suppléant de la députée Marie-Agnès Poussier-Winsback, présent lors du rassemblement.

Alors que les contestations se font plus fortes, la position du président du département leur donne du poids.

Dans nos colonnes, le mois dernier, le président du département de Seine-Maritime, Bertrand Bellanger, affichait une position de plus en plus ferme sur le développement de l'éolien terrestre. Estimant que le territoire a déjà largement contribué à la production d'énergie renouvelable, il évoquait un *"seuil d'acceptabilité"* désormais atteint. Selon lui, la Seine-Maritime a *"fait sa part"* et ne peut continuer à accueillir de nouveaux projets sans remettre en cause l'équilibre des paysages et la qualité de vie des habitants. Dans cette optique, il a notamment demandé un moratoire sur l'éolien terrestre auprès de l'Etat.

S'il ne remet pas en cause le développement des énergies renouvelables, le président du Département appelle à une meilleure répartition des efforts entre les territoires et à une réflexion globale sur le mix énergétique, plaidant pour une approche plus équilibrée à l'échelle

nationale. *"La Seine-Maritime produit cinq fois plus d'électricité que son poids démographique, 12 fois plus que sa superficie et 2,6 fois plus que sa consommation. C'est bien mais il faut garder le sens de la mesure",* expliquait-il.

Incendie du Moulin Rose, mythique et plus vieux dancing de France : le commanditaire présumé mis en examen

Ronan Folgoas

4–5 minutes

L'enquête sur l'incendie criminel du Moulin Rose, en septembre dernier près de Rouen (Seine-Maritime), vient de connaître une avancée majeure. Selon nos informations, recoupées auprès de sources concordantes, trois hommes viennent d'être mis en examen la semaine passée par les magistrats de la Juridiction interrégionale spécialisée (Jirs) de Lille pour « destruction en bande organisée du bien d'autrui par un moyen dangereux pour les personnes » et « association de malfaiteurs criminelle ».

L'une de ces trois personnes a été interpellée mardi 7 avril par les gendarmes de la section de recherches de Rouen sur son lieu de détention, à la maison d'arrêt de Beauvais (Oise). Il s'agit de Karim M., 42 ans. Ce Rouennais déjà condamné à plusieurs reprises pour des affaires de vol, d'extorsion, de braquages et trafic de stupéfiants, est soupçonné d'avoir mobilisé plusieurs personnes en vue d'organiser et d'exécuter la destruction par incendie de la célèbre boîte de nuit de Belbeuf.

Il aurait dirigé cette entreprise criminelle depuis sa cellule. Cet homme avait en effet été placé en détention provisoire deux semaines avant l'incendie dans le cadre d'une affaire de « tentative de meurtre » qui déjà avait visé le propriétaire du Moulin Rose, Mehmet Erden, un homme d'affaires en vue de la région rouennaise. La nuit du 22 au 23 août, sa maison située dans l'Eure avait été la cible de tirs de kalachnikov et deux de ses véhicules avaient été incendiés.

Lien entre « rafalage » et incendie

Cette opération d'intimidation n'avait fait aucun blessé mais compte tenu de la sensibilité de l'affaire, le dossier avait été confié à la Jirs de Lille.

Début septembre, Karim M. est interpellé en flagrant délit par les gendarmes de la SR de Rouen alors qu'il se livrait à une tentative d'extorsion auprès de Mehmet Erden.

[2/2] Affaire Portal : la famille retranchée

Écouter

Jusqu'à présent, le lien entre les deux événements, le « rafalage » du domicile de Mehmet Erden puis, trois semaines plus tard, l'incendie du Moulin Rose, n'était pas formellement établi. Aux yeux des enquêteurs et des magistrats, un fil rouge se dessine désormais. Karim M., commanditaire présumé de l'ensemble des opérations, aurait tenté d'obtenir une remise de fonds de la part Mehmet Erden à hauteur, selon nos informations, d'une centaine de milliers d'euros. À la suite de ces vaines tentatives d'extorsion, il aurait décidé, en guise de représailles, de faire brûler le mythique Moulin Rose.

Les deux autres personnes mises en examen dans ce dossier sont soupçonnées d'avoir servi d'intermédiaires entre Karim M. et l'exécutant de l'incendie. Ce jeune homme de 21 ans a été interpellé en novembre par les enquêteurs de la SR de Rouen. Il est suspecté d'avoir mis le feu devant la porte principale de l'établissement, la nuit du 16 septembre, à l'aide d'essence sans plomb.

Nouvelle jeunesse pour un lieu mythique

La destruction quasi totale du Moulin Rose et la liquidation judiciaire de la société, deux mois plus tard, ont suscité une certaine émotion dans l'agglomération rouennaise. Depuis son ouverture en 1927, ce haut lieu de la vie culturelle et festive locale a accueilli quatre voire cinq générations de danseurs de bal musette, de tango, de rock et de disco. Les plus grandes vedettes de la chanson française s'y sont produites, de Frank Alamo à Gims et Soprano en passant par Herbert Léonard. Situé

sur les rives de la Seine à Belbeuf (Seine-Maritime), au sud de Rouen, le Moulin Rose s'est même vu attribuer le titre jamais contesté du « [plus vieux dancing de France](#) ».



Newsletter Enquête en cours

Une plongée dans l'actualité des faits divers, pour éclairer la face sombre de notre époque

Après sa reprise en 2024, le nouveau maître des lieux, Mehmet Erden, avait offert à l'établissement une nouvelle jeunesse grâce à de lourds travaux de rénovation. Contacté, l'homme d'affaires préfère ne plus s'exprimer sur le sujet. L'un des avocats de Karim M. n'a pas souhaité non plus répondre à nos sollicitations.

À Bolbec, le parquet du Havre ouvre une enquête sur les publications racistes d'un candidat RN à l'élection municipale

Le Poulpe

4–5 minutes

Après un signalement et nos révélations, la justice va se pencher sur les publications numériques d'Antoine Courché, en neuvième position sur la liste de Douglas Potier, délégué départemental du Rassemblement national en Seine-Maritime.

Par-delà les élections, la justice suit son cours. Le parquet du Havre a en effet ouvert une procédure relative aux publications racistes d'Antoine Courché, ex-candidat RN aux élections municipales à Bolbec (Seine-Maritime), en neuvième position sur la liste de Douglas Potier, tête de liste et patron du parti de Marine Le Pen en Seine-Maritime.

« *Le signalement a été transmis en enquête* », indique aujourd'hui Soizic Guillaume, procureure de la République du Havre en référence à l'alerte qui lui a été transmise par Rachid Chebli, récemment reconduit dans ses fonctions de conseiller municipal d'opposition de gauche.

« *Ces publications sont intervenues dans un contexte de campagne municipale à Bolbec. Elles participent d'un climat de stigmatisation fondé sur l'origine et la religion et portent atteinte à la dignité des personnes visées ainsi qu'à la sérénité du débat démocratique local* », dénonçait notamment Rachid Chebli dans sa missive.

Il y a quelques semaines, *Le Poulpe* avait documenté [les publications numériques et racistes](#), de ce candidat alors même que la formation d'extrême droite poursuivait son opération de dédiabolisation, accusant l'extrême gauche de tous les maux sur fond d'affaire Quentin Deranque à

Lyon.

À la question de savoir si le mis en cause avait d'ores et déjà été entendu par les enquêteurs, la magistrate havraise n'a pas répondu.

Dans le détail, les clichés que *Le Poulpe* a pu consulter, postés entre décembre et février derniers sur le profil Meta "Tonio Elvis", ciblent violemment la communauté musulmane, représentée comme arriérée, voleuse, violente ou encore animalisée par de soi-disant "blagues" éminemment racistes. En prime, ces publications font l'objet de réactions toujours plus haineuses, discriminatoires et insultantes envers les musulmans.

"Je sais qu'Antoine n'est évidemment pas quelqu'un de raciste"

L'un des clichés postés montre plusieurs jeunes hommes d'origine africaine dans une espèce de cage. La légende sous la photo : « *Quand les pêcheurs remontent leurs casiers en Méditerranée* ». Sur un autre, on voit un homme portant djellabah et turban enfermé dans un piège à rongeur flanqué du sigle de la CAF, avec la phrase : « *J'ai chopé le premier* ». Et "Tonio Elvis", alias Antoine Courché, d'agrémenter son post du raccourci MDR pour "mort de rire".

Sur *a minima* l'une des captures d'écran consultées par *Le Poulpe*, un internaute réagit sur le mur d'Antoine Courché par des injures racistes comme « *bougnoule, macaque et race de mort* ». D'après nos sources, seuls les près de 800 amis "Facebook" d'Antoine Courché, chauffeur de bus retraité et membre d'une association musicale, auraient eu accès auxdits clichés susceptibles de relever d'une infraction pénale.

Initialement pressenti au poste d'adjoint au maire en charge du logement social en cas de victoire de la liste RN, Antoine Courché n'a, au final, pas été élu au conseil municipal.

« *Je connais Antoine, il habite Bolbec depuis longtemps. Il est connu pour son engagement en faveur de la lutte contre toutes les discriminations. Je sais qu'Antoine n'est évidemment pas quelqu'un de raciste* », justifiait

Douglas Potier auprès du *Poulpe*, assurant ne pas être au courant de publications racistes.

Il ajoutait qu'à sa connaissance, Antoine Courché n'avait jamais fait l'objet d'une condamnation pour racisme. « *J'en parlerai avec lui. Si je constate que ce sont des propos inappropriés, je lui demanderais évidemment de les supprimer et de présenter ses excuses* », concluait le représentant de la formation de Marine Le Pen en Seine-Maritime.

Contacté par *Le Poulpe*, par le biais de Douglas Potier, Antoine Courché n'est pas revenu vers nous avant la mise en ligne de cet article. Il demeure présumé innocent à ce stade de la procédure.

Trois Britanniques soupçonnés d'être des passeurs jugés lundi en Normandie

L.P.

~2 minutes



La Manche, en Normandie. (Illustration) - RMC

Arrêtés en Normandie ce jeudi 9 avril, trois Britanniques sont suspectés d'être des passeurs, a indiqué ce samedi 11 avril le parquet de Rouen.

Deux hommes et une femme de nationalité britannique soupçonnés d'être des passeurs, ont été interpellés alors qu'ils venaient à la rencontre de 11 migrants sur les côtes françaises et seront jugés lundi 13 avril à Rouen, a fait savoir le parquet ce samedi 11 avril.

Tous trois seront jugés pour aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger, en France ou dans l'espace Schengen, dans des conditions l'exposant à un risque immédiat de mort ou d'infirmité permanente. Les faits se sont déroulés jeudi matin en Normandie, à Saint-Valéry-en-Caux.

Deux des trois suspects nient les faits

Les forces de l'ordre "ont interpellé trois passeurs britanniques, deux hommes et une femme, venus en bateau de plaisance récupérer onze migrants de nationalités syrienne ou pakistanaise sur les côtes françaises", a expliqué le procureur de la République, Sébastien Gallois, dans un communiqué.

Placés en garde à vue, les deux hommes ont nié les faits, tandis que la femme les a "pour partie" admis. L'enquête a été coordonnée par l'Office de lutte contre le trafic illicite de migrants.

"Les éléments recueillis, auditions des migrants et vidéoprotection notamment, confortaient les soupçons" des enquêteurs, a indiqué le procureur.

Les deux hommes ont été placés en détention provisoire et la femme placée sous contrôle judiciaire.

Trois passeurs britanniques interpellés en flagrant délit à Saint-Valery-en-Caux

Simon Maunoury

3–4 minutes

Publié le samedi 11 avril 2026 à 12:31

Trois passeurs britanniques ont été interpellés en flagrant délit, jeudi 9 avril 2026, à Saint-Valery-en-Caux (Seine-Maritime). Ils étaient venus récupérer onze migrants sur les côtes françaises.

La police et la gendarmerie nationale de la Seine-Maritime ont interpellé, dans la matinée du jeudi 9 avril 2026, deux hommes et une femme d'origines britanniques **venus récupérer en bateau de plaisance onze migrants** à Saint-Valery-en-Caux.

Deux hommes placés en détention provisoire

L'enquête est coordonnée par l'Office de **lutte contre le trafic illicite de migrants**. Les trois passeurs britanniques ont été placés en garde à vue. Selon le parquet de Rouen, la femme interpellée a admis une partie des faits alors que les deux hommes ont tout contesté. Les migrants d'origine syrienne ou pakistanaise ont également été auditionnés.

Les trois individus ont été **déférés au parquet de Rouen**, vendredi 10 avril 2026, et les deux hommes placés en détention provisoire. La femme a été placée sous contrôle judiciaire, souligne Sébastien Gallois, procureur de la République de Rouen.

Les passeurs seront jugés ce lundi 13 avril **en comparution immédiate** pour *"aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger en France ou dans l'espace Schengen dans des conditions l'exposant à un risque immédiat de mort ou d'infirmité permanente"*.

Justice : trois passeurs britanniques présumés interpellés à Saint-Valéry-en-Caux et jugés ce lundi 13 avril à

Clé Arouche

~3 minutes

Deux hommes et une femme britanniques soupçonnés d'être des passeurs de migrants ont été arrêtés ce jeudi 9 avril à Saint-Valéry-en-Caux (Seine-Maritime). D'après les premiers éléments de l'enquête, ils sont venus en bateau récupérer des migrants sur les côtes normandes.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

L'information a été communiquée par le procureur de Rouen. Jeudi 9 avril au matin, à Saint-Valéry-en-Caux, les services de la police de l'air et des frontières et la gendarmerie nationale ont interpellé trois passeurs britanniques présumés.

Deux d'entre eux sont des hommes, le troisième est une femme.

D'après les éléments communiqués par le parquet, les trois individus ont rejoint la France en bateau de plaisance pour tenter de récupérer onze migrants de nationalité syrienne ou pakistanaise sur les côtes normandes.

Des éléments recueillis par l'Office de lutte contre le trafic illicite de migrants, notamment grâce aux auditions des migrants et à la vidéoprotection

Lors de sa garde à vue, la femme interpellée a admis les faits partiellement. Ce n'est pas le cas des deux autres individus.

Déférés au parquet de Rouen, ce vendredi 10 avril, les deux hommes ont été placés en détention provisoire alors que la femme a été placée sous contrôle judiciaire.

Les trois personnes arrêtés seront jugées en comparution immédiate ce lundi 13 avril. Ils sont poursuivis pour aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger en France ou dans l'espace Schengen dans des conditions l'exposant à un risque immédiat de mort ou d'infirmité permanente.

Ils risquent jusqu'à dix ans d'emprisonnement et 750 000 euros d'amende.

Pollution dans la Saône, près de Dieppe : les prévenus relaxés, 3 000 € pour le préjudice écologique

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

~2 minutes

Qui est responsable de la pollution – des boues issues de la vieille station d'épuration toute proche – observée par un agent de l'Office français de la biodiversité, dans la Saône le 12 août 2019 ? Suite [au jugement de deux prévenus](#), qui travaillent pour la Société de travaux gestion et services (STGS) qui exploite la station d'épuration, début mars dernier, le tribunal a rendu son délibéré.

« Responsabilité sans faute »

Les prévenus, salariés de l'entreprise gestionnaire de la station d'épuration, sont relaxés : sur l'action civile, il est considéré que l'infraction est involontaire. Il y a « *une responsabilité sans faute* ». La STGS est toutefois condamnée à verser à l'Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA), qui s'était portée partie civile, 3 000 € au titre du préjudice écologique.

Le tribunal a précisé que la station d'épuration était « *sous-dimensionnée* », ce qui explique les soucis observés lors de l'épisode de pluies importantes précédant les faits. Pour mémoire, le conseil des parties civiles avait demandé 25 000 € de dommages et intérêts. La substitut du procureur, 20 000 €.

Tombé de l'échafaudage, le maçon est resté handicapé : la décision du tribunal

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

5-6 minutes

Le maçon de 55 ans, très actif, a désormais besoin d'assistance pour tous les gestes de la vie quotidienne. Le dramatique accident du travail qui a brisé sa vie a été jugé au tribunal judiciaire de Dieppe.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 12 Avril 2026 à 16h19 Temps de lecture: 2 min

Le 4 janvier 2022, la vie de ce maçon de 55 ans a basculé : il était au travail, sur le chantier de construction d'une maison à Londinières entre Dieppe et Neufchâtel-en-Bray, quand une planche sur laquelle il était monté a cédé. Il chute de plus de 5 m et perd l'usage de ses jambes. Son employeur, la Compagnie cléroise de maçonnerie, basée à Pavilly, avait comparu sur le banc des prévenus.

Un accident du travail gravissime

[L'affaire a été examinée au tribunal judiciaire de Dieppe début mars.](#) La compagne de la victime avait lu à la barre une lettre déchirante où elle expliquait que son époux, très actif et soutenant, était devenu celui qu'il fallait accompagner dans presque tous les gestes de la vie quotidienne. Le délibéré a été rendu mardi 7 avril : la société qui employait la victime

est reconnue coupable et devra payer une amende de 10 000 €.

Responsable des préjudices, l'entreprise devra indemniser les quatre parties civiles : la victime, sa compagne et ses deux fils. Ces derniers recevront 8 000 € chacun. Pour l'épouse de la victime, une expertise médicale est ordonnée, avec 10 000 € de provision et un renvoi sur intérêts civils. De même, la réparation du préjudice du maçon est renvoyée sur intérêts civils.

Lire aussi



[Football – N2 : en déplacement à Bourges, le FC Dieppe doit se contenter du nul](#)



[Fermetures de classes en Seine-Maritime : quels sont les secteurs les plus touchés à la rentrée 2026 ?](#)